

« Rupture de la cohabitation » à Québec

L'élection d'un président dégénère en crise parlementaire

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Les conflits entourant l'élection d'un président de l'Assemblée nationale ont dégénéré hier en crise parlementaire qui constitue une première étape vers un déclenchement éventuel d'élections générales.

Le ralliement de dernière minute de l'ADQ à une nouvelle candidature péquiste, celle de François Gendron, véritable coup de théâtre hier matin au Parlement, a suscité l'ire du leader du gouvernement, Jean-Marc Fournier. Ainsi, M. Gendron risque de devenir aujourd'hui le premier président non issu des ban-

quettes gouvernementales depuis... 1878.

Furieux, M. Fournier a qualifié le geste de «rupture de la cohabitation», de «manœuvre faite pour tromper, point à la ligne». À ses yeux, cela n'est «pas porteur d'espoir pour assurer la nécessaire cohérence des décisions à prendre devant la situation économique qui pointe à

l'horizon». À la question le Parlement devient-il «dysfonctionnel»? M. Fournier a répondu «clairement, ça nous laisse dans l'interrogation». L'élection à la présidence, qui doit avoir lieu au scrutin secret aujourd'hui,

VOIR PAGE A 10: RUPTURE

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCIX N° 239

LE MARDI 21 OCTOBRE 2008

1,10\$ + TAXES = 1,25\$

Crise financière

Une certaine confiance revient en Bourse

Les grands pays industrialisés préparent des mesures de relance

Les marchés boursiers ont repris des couleurs hier. Une certaine confiance revenait, nourrie par la baisse des tensions sur le marché du financement interbancaire. Les grands pays industrialisés s'acheminaient également vers des mesures de relance économique afin de combattre le spectre de la récession et du chômage.

En Bourse, revigoré par des gains importants dans les secteurs de l'énergie et des finances, le S&P/TSX du parquet torontois a récupéré 688,91 points, un bond de 7,2 %, à 10 251,4. La Bourse a poursuivi sur son élan de la semaine dernière alors qu'elle avait gagné 500 points.

À l'opposé le dollar canadien a cédé 48 centimes à 83,77 cents US, la plupart des observateurs estimant que la Banque du Canada devrait annoncer aujourd'hui une réduction de son taux directeur d'au moins un quart de point de pourcentage.

VOIR PAGE A 10: CONFIANCE

■ Autres textes sur la crise financière et la chronique de Claude Chiasson, pages B 1, B2 et B 5



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

CONSEIL DE LA FÉDÉRATION

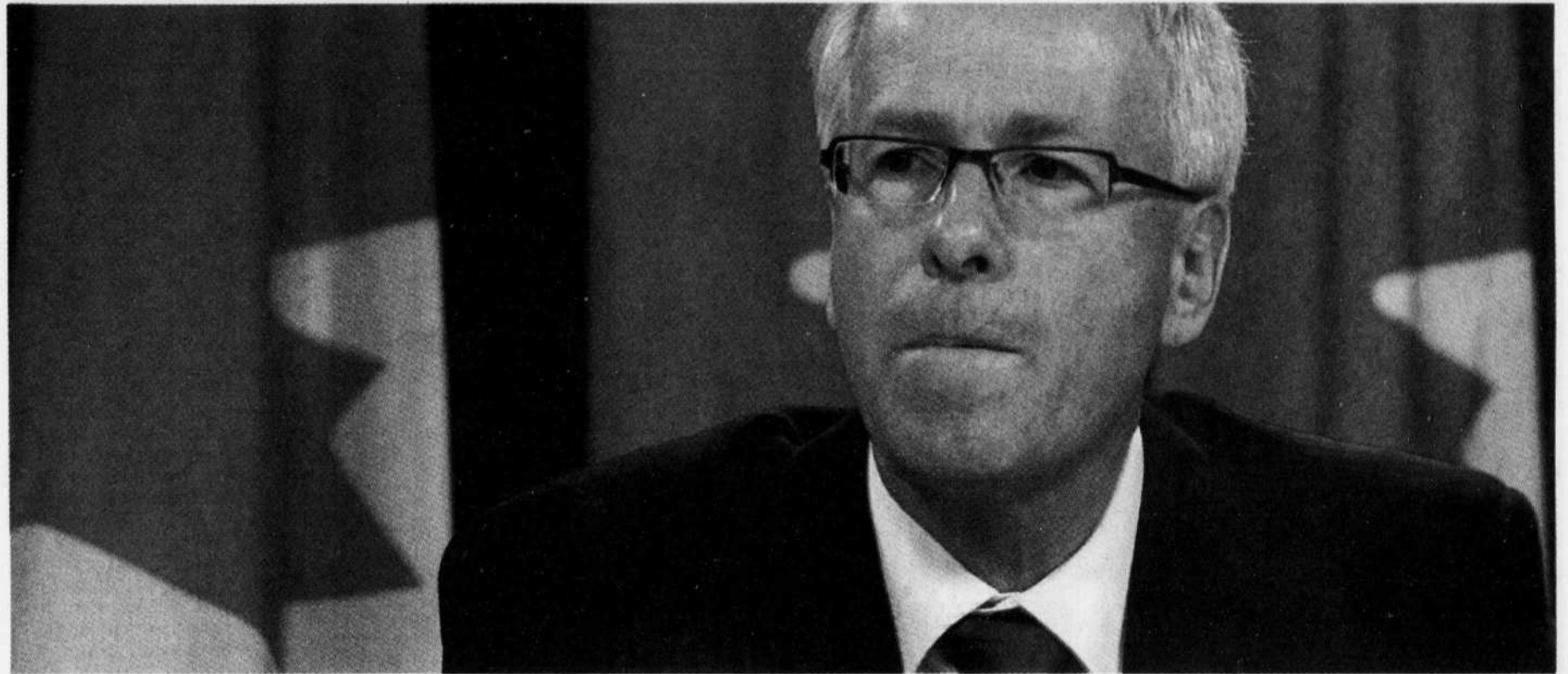
L'Ontario envisage un retour au déficit, pas le Québec

■ À lire en page A 5

INDEX



Annonces A 6
Avis publics .. B 5
Décès A 6
Météo B 6
Mots croisés .. B 5
Sudoku B 5
Télévision B 7



CHRIS WATTIE REUTERS

Stéphane Dion a tenu une conférence de presse hier, à Ottawa, pour annoncer qu'il quittera la direction du Parti libéral du Canada lorsqu'un nouveau chef sera choisi.

Stéphane Dion s'incline

Martin Cauchon songe sérieusement à lui succéder



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Martin Cauchon

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — C'était écrit dans le ciel, et Stéphane Dion a confirmé hier qu'il ne dirigerait pas les troupes libérales lors de la prochaine élection. Il restera à la tête de sa formation le temps qu'un successeur lui soit trouvé. Déjà, les diverses équipes s'animent, et tout indique que Martin Cauchon, l'ancien ministre de la Justice et député d'Outremont, se lancera dans la course.

C'est un Stéphane Dion tendu et mal à l'aise qui s'est présenté devant la presse hier après-midi pour annoncer ses intentions à la suite de sa cuisante défaite de mardi dernier. Le chef du PLC a lu sans conviction une déclaration qui ne lui semblait parfois pas très familière. Au moment critique, il a toutefois tenté une pointe d'humour, faisant une pause oratoire afin de faire durer le suspense.

«J'ai informé le président du

Parti libéral du Canada et le président du caucus national de mon intention de demeurer chef de notre parti... jusqu'au moment où un nouveau chef sera choisi», a-t-il déclaré. Stéphane Dion a gagné de l'assurance lorsqu'il a répondu aux questions.

Le chef démissionnaire a invité les militants et les responsables du PLC à un examen de conscience. Les perspectives d'avenir du Parti libéral ne s'amélioreront pas com-

me par magie en élisant un nouveau chef et en adoptant un nouveau programme, a-t-il mis en garde. «Notre pourcentage des suffrages a diminué au cours des trois dernières élections. Cette tendance doit être renversée, car nous devons gagner la prochaine élection», a-t-il déclaré. Le PLC a obtenu 26,2 % des voix, une diminution de quatre points par rapport à 2006.

VOIR PAGE A 10: DION

■ Autres textes en page A 3 ■ La chronique de Michel David et l'éditorial de Marie-Andrée Chouinard, pages A 3 et A 8

Les fêtes du 400^e de Québec

Retour sur une catastrophe évitée

ISABELLE PORTER

Québec — Le 400^e a connu tant de succès cet été que l'on a presque oublié la catastrophe qu'il a failli devenir. Pour la première fois depuis des mois, l'un des administrateurs du 400^e lève le voile sur la crise qu'a traversée l'organisation avant l'arrivée de Daniel Gélinas.

Au lendemain d'une série de départs au sein de l'équipe de direction, dont certains membres étaient soupçonnés de conflit d'intérêts, M. Gélinas avait dit aux médias que des explications seraient fournies une fois la fête terminée. Or, à l'approche de la clôture, on nous dit qu'une telle rétrospective n'est pas prévue.

La responsable des communications, Luci Tremblay, assure qu'un bilan administratif sera remis aux bailleurs de fonds — les trois ordres de gouvernement —, mais pas question de revenir sur les problèmes du passé. «Ce ne sera jamais couvert. Oui, s'il y avait eu un gouffre financier, un flop ou un problème grave. Là, on n'a pas à expliquer, ça a tellement été un succès.» Et si les gouvernements le réclamaient? «Ça n'arrivera pas. C'est eux qui ont sonné la sonnette d'alarme. C'est à leur satisfaction. Donc tout est beau, on tourne la page.»

Toutefois, au bureau du maire de Québec, Régis La-Beaume, on nous dit que ce dernier est très «sensible»

VOIR PAGE A 10: 400^e



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le spectacle de Paul McCartney sur les plaines d'Abraham, le 20 juillet, fut l'un des événements qui, à la suite du redressement effectué par Daniel Gélinas, ont contribué au succès des fêtes du 400^e.

HOMIER ROY

5H30

Aujourd'hui à 7h35

Qu'advient-il du Parti libéral et de son chef? Réal: Nadia Poitellon



95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

Radio-Canada.ca/bienmeilleur

LES ACTUALITÉS



En marge de la rencontre de l'Afrique francophone de Montréal, l'ancien premier ministre du Canada Paul Martin a rencontré le président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, qui a encouragé les sociétés canadiennes à investir en Afrique de l'ouest.

Le président du Burkina Faso à Montréal

La crise économique pourrait profiter à l'Afrique

AMÉLIE
DAOUST-BOISVERT

« Je suis là pour parler de l'Afrique, je crois à l'Afrique qui bouge, qui résiste, qui reconstruit et corrige ses erreurs et qui, surtout, va réussir », a annoncé d'emblée le président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, lors de la conférence qui se tenait hier dans le cadre de la rencontre sur l'Afrique francophone. Elle faisait suite au Sommet de la Francophonie clôturé à Québec dimanche. Environ 450 personnes, dont les anciens premiers ministres Paul Martin et Bernard Landry, s'étaient réunies à Montréal pour écouter le chef d'Etat et président de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

Il est venu présenter aux investisseurs canadiens les occasions d'affaire et d'investissements en Afrique, et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest et au Burkina Faso. Sur fond de crise économique, le chef a fait preuve d'un grand optimisme. « Je disais dernièrement à un ami que les Burkinabés ne connaissent pas tellement les cotes de la Bourse. Ce qu'ils connaissent, c'est le prix du baril de pétrole, qui est tombé à 70 \$ », a-t-il illustré. Pour lui, l'Afrique pourrait profiter de la crise pour investir. « Oui, il y a des difficultés à l'horizon, mais nous pensons qu'il peut aussi y avoir des opportunités. Nous pouvons imaginer qu'une crise qui affecte l'Europe et l'Amérique du Nord peut jouer sur l'aide internationale et le prix des matières, mais cela nous met en position de chercher à saisir les opportunités. Quand le prix du riz grimpe, nous pouvons doubler notre production. » Il mise par exemple sur une libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes en Afrique de l'Ouest pour attirer les investissements étrangers. « J'ai comme vision pour 2020 une Afrique de l'Ouest libre de frontières. »

L'ancien secrétaire général de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie Jean-Louis Roy a cité *The Economist* pour affirmer que « l'Afrique est peut-être en train de réunir les conditions de son décollage économique. » Pour lui, le taux de croissance de 6 % en 2007, l'octroi par la banque mondiale du 3e rang au Burkina Faso pour le climat des affaires sur le continent africain et la perspective de 80 % des enfants sur les bancs d'école pour 2010 sont des signes prometteurs pour l'avenir.

Le maire Gerald Tremblay prenait place à la gauche de Blaise Compaoré. En entrevue avec *Le Devoir*, en référence aux objectifs du millénaire, il a rappelé que « 2015, c'est dans sept ans. On est loin des objectifs ». Les huit objectifs du millénaire pour le développement établis par les Nations unies ont été adoptés en 2000 et visent l'élimination de la pauvreté.

Une dizaine de personnes associées au Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique (GRILA) attendaient, pancartes à la main, les invités d'honneur et les individus venus assister la conférence. « Tous les crimes [de Blaise Compaoré] sont restés impunis. Nous sommes là pour rappeler que c'est un dictateur que nous recevons aujourd'hui », a expliqué la Québécoise d'origine burkinabé Christine Paré. Aziz Fall, politologue québécois d'origine sénégalaise et organisateur pour la Campagne internationale Justice pour Sankara, l'ancien président burkinabé assassiné en 1987 lors du coup d'Etat, affirmait que le président actuel « joue une démocratie de façade. Le Burkina peut avoir l'air d'un havre pour les investisseurs, mais c'est en réalité un pays souillé. Comment [Paul] Martin et les autres politiciens canadiens peuvent-ils le côtoyer? Ça élabousse l'image du Canada pour des raisons affairistes ».

Le Devoir

MAZOUT

GAZ IN

PASSEZ AU
GAZ NATUREL
ET OBTENEZ
JUSQU'À 40%
DES COÛTS
D'INSTALLATION
EN AIDES
FINANCIÈRES*

Vous êtes propriétaire d'une PME et utilisez le mazout comme source d'énergie?

Le gaz naturel est nettement plus avantageux.

- Beaucoup plus propre que le mazout, il n'émet pratiquement pas de polluants, tels que les poussières et le soufre, et produit 30% moins de gaz à effet de serre.
- Grâce aux appareils à haute efficacité énergétique, vous économisez de l'énergie, donc de l'argent.
- Fini les tracas de livraison de mazout. Avec le gaz naturel, vous pouvez compter sur une alimentation continue, jour et nuit, 7 jours sur 7.
- Nos Partenaires certifiés vous fourniront toute l'aide nécessaire pour bien évaluer vos besoins, trouver les meilleures solutions et bénéficier de l'aide financière offerte.

Pour obtenir une estimation sans frais ni obligation,
1 800 563-1819
ou visitez le www.gazmetro.com

 **GazMétro**
la vie en bleu

*Certains conditions s'appliquent. Le réservoir de mazout pourra être enlevé par le Partenaire certifié Gaz Métro. Cette offre s'applique aux bâtiments situés sur le réseau gazier.

Isabelle Hudon quitte la Chambre de commerce

KATHLEEN LÉVESQUE

La touche-à-tout montréalaise Isabelle Hudon quittera officiellement ses fonctions de p.-d. g. de la Chambre de commerce de Montréal métropolitain le 31 octobre après presque quatre ans passés à la tête de l'organisme.

La Chambre de commerce a diffusé en fin d'après-midi hier un communiqué pour en faire l'annonce, soulignant que Mme Hudon démissionne pour relever un « nouveau défi ». Selon les informations recueillies par *Le Devoir*, Mme Hudon se joindrait à l'équipe de l'entreprise de communications et de marketing Marketel. Il a toutefois été impossible de lui parler hier.

Selon des sources, plusieurs problèmes internes auraient incité Mme Hudon à chercher un nouvel emploi. Ainsi, il y aurait eu certaines tensions entre Mme Hudon et le conseil d'administration de la Chambre. La façon de définir son rôle notamment en y donnant une couleur très politique ne faisait pas l'unanimité.

D'ailleurs, plus d'une fois, Mme Hudon a été pressentie pour se lancer en politique tant sur la scène municipale, provinciale que fédérale. D'aucuns voient d'ailleurs dans le départ de Mme Hudon, « un retrait stratégique » afin de plonger dans l'arène politique provinciale avec l'équipe libérale lorsque Jean Charest déclenchera la prochaine campagne électorale.

Aussi, une réorganisation interne de l'organisme qui s'est soldée par des compressions importantes de personnel au cours des derniers mois et certaines difficultés financières de la Chambre liées au difficile renouvellement du *membership*, auraient eu raison de Mme Hudon.

Hier, la présidente du conseil d'administration, Hélène Desmarais, saluait le leadership de Isabelle Hudon, sa grande compréhension des enjeux, « son sens stratégique éminemment développé et ses capacités de gestion ». La Chambre a immédiatement entrepris des dé-



SOURCE PRIX ARTS-AFFAIRES

Isabelle Hudon

marches pour le remplacement de Mme Hudon. Dans l'immédiat, le trésorier Roger Plamondon assurera la transition.

Isabelle Hudon est entrée à la Chambre de commerce en 2001 par la porte des communications. En 2005, elle se hisse dans le fauteuil de p.-d.g. laissé vacant par Benoît Labonté qui venait de faire le saut en politique municipale montréalaise. Elle a été la première femme à accéder à la direction de la Chambre.

Souvent perçue comme une « dynamo » qui touche à tous les dossiers montréalais, Mme Hudon était toujours prête à monter aux barricades pour défendre Montréal. Outre la Chambre, elle cumule de nombreuses autres fonctions. Elle siège aux conseils d'administration d'Aéroports de Montréal et du Technopôle Ville-Marie. Elle préside le conseil d'administration de la Société du Havre de Montréal et vient d'être nommée à celui de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) qui tente de se remettre d'un fiasco financier et immobilier de plusieurs centaines de millions de dollars.

Le Devoir

POLITIQUE

Dégustation des produits de l'Abbaye
Événement bénéfique
au profit de Radio Ville-Marie
Vendredi, 31 octobre 18h00
514-382-3913

L'œuvre de Dion



MICHEL DAVID

Le proverbe est bien connu: «On peut tromper quelqu'un tout le temps, on peut tromper tout le monde un certain temps, mais on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps.»

C'est toute l'histoire de Stéphane Dion. Il s'en trouvera sans doute quelques-uns, comme Don Boudria, pour continuer à penser qu'il aurait fait un bon premier ministre. Les délégués au congrès libéral de décembre 2006 ont voulu le croire, mais l'évidence a fini par s'imposer.

L'élection de M. Dion comme chef du PLC a sans doute été le moment le plus surréaliste qu'il m'ait été donné de vivre en plus d'un quart de siècle de couverture politique. Les libéraux réunis au Palais des congrès de Montréal ce soir-là semblaient vivre sur une autre planète.

Il fallait vraiment que l'adoption de la Loi sur la clarté ait aveuglé les délégués pour les empêcher de voir à quel point celui auquel ils s'approprièrent de confier leur destinée était non seulement *persona non grata* au Québec, mais qu'il était également dépourvu de charisme et de sens de la communication. Sans parler des déficiences de son anglais.

Au départ, il n'aurait jamais dû avoir suffisamment d'appuis pour qu'un hasard stratégique lui permette de se faufiler. Il s'agit sans aucun doute d'une des pires erreurs de casting dans les annales politiques canadiennes.

C'est précisément parce qu'ils sont eux-mêmes responsables du désastre du 14 octobre dernier que les libéraux devaient se montrer intraitables envers M. Dion. Il fallait éliminer au plus vite cette preuve gênante de leur propre ineptie. Hier, il a certainement causé une immense déception en annonçant son intention d'assurer l'intérim jusqu'à ce que son successeur soit choisi.

Même s'il a dû se résigner à l'inévitable, M. Dion ne comprend toujours pas à quel point il n'était pas fait pour être chef. Sa conférence de presse s'apparentait à du déni. Si les conservateurs ont pu miner aussi facilement sa crédibilité et celle de son programme, c'est bien sûr qu'ils avaient les moyens de s'offrir de la publicité, mais c'est surtout qu'il était lui-même une proie facile.

Dire que je n'ai jamais été un grand fan du chef libéral serait un euphémisme, même si sa détermination et son intégrité personnelle commandaient le respect. Comme cet autre antipoliticien qu'était M. Ryan, M. Dion allait à une envergure intellectuelle incontestable une intrinsèque cassante qui indisposait ses propres collègues.

Dans l'esprit de certains, il demeurera un véritable héros, qui a empêché l'éclatement du Canada. M. Dion lui-même semble le penser. En décembre 2003, alors qu'il cherchait désespérément à conserver une place dans le nouveau gouvernement de Paul Martin, il avait déclaré à un journaliste: «Sans moi, le Canada n'existerait pas. Si je n'avais pas été là, le président de la République du Québec s'appellerait Lucien Bouchard.»

En réalité, ce n'est pas la Loi sur la clarté qui a empêché M. Bouchard de tenir un référendum. Bien avant son adoption, en juin 2000, les résultats décevants des élections du 30 novembre 1998 l'avaient forcé à y renoncer, et l'impopularité de son gouvernement n'a cessé d'augmenter jusqu'à son démission.

En revanche, les interventions répétées de M. Dion sur les problèmes que créait la sécession du Québec, notamment en ce qui concerne l'intégrité de son territoire, avaient le don d'agacer l'ancien premier ministre au plus haut point. Il faut reconnaître qu'organiser un Forum des fédérations à Mont-Tremblant, avec Bill Clinton en vedette principale, ne manquait pas d'imagination.

C'est après le départ de M. Bouchard que la Loi sur la clarté a provoqué au sein du mouvement souverainiste une radicalisation qui n'est pas étrangère à la baisse de ferveur des dernières années. Pour certains «purs et durs», elle a transformé le référendum en un véritable piège, auquel les souverainistes ne peuvent échapper qu'en trouvant un autre moyen de réaliser la souveraineté.

Sans renoncer au référendum, le PQ a cherché à s'adapter à la nouvelle situation en écartant la souveraineté-partenaire de 1995 au profit d'une question qui porterait directement sur la souveraineté. Avec le résultat que le oui a perdu près de 10 points dans les sondages.

La clé de la réussite de M. Dion demeure toutefois l'entreprise de culpabilisation collective à laquelle il s'est livré durant les années qui ont suivi le référendum. À l'entendre, le projet souverainiste, «exclusif et «ethnocentriste», constituait une véritable atteinte à la morale universelle. Déjà déstabilisés par la malheureuse phrase de Jacques Parizeau, les souverainistes ont eu tellement peur de donner raison à leur accusateur qu'ils ont complètement aseptisé leur discours.

Inversement, quand il était à l'étranger, M. Dion ne tarissait pas de louanges pour «l'empathie» que les Canadiens anglais éprouvaient pour leurs compatriotes francophones. À l'entendre, la Loi sur les langues officielles avait provoqué une véritable «révolution des esprits».

Au cours de la dernière campagne, le chef libéral en a surpris plus d'un en soutenant qu'il était aussi nationaliste que Gilles Duceppe. En réalité, dans son désir de discréditer le projet souverainiste, il a travesti le nationalisme québécois, comme un homme qui veut abattre son chien l'accuse d'avoir la rage. La fin justifie les moyens, paraît-il.

Hier, M. Dion a expliqué être entré en politique pour aider son pays à rester uni. Il faut reconnaître qu'il y est parvenu. Maintenant qu'il a été viré, va-t-on lui élever une statue? Le prochain chef libéral pourra ensuite expliquer aux Québécois qu'il est temps de tourner cette triste page.

mdavid@ledevoir.com



Stéphane Dion

L'homme de la clarté: un héros au Canada anglais, un paria au Québec

KARINE FORTIN

Ottawa — Jusqu'au 14 octobre, le chef démissionnaire du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, se plaisait à dire qu'il gagnait à être connu et qu'il était capable de beaucoup plus que ce que ses adversaires laissaient croire.

«J'ai toujours été sous-estimé, et ça m'a toujours bien servi», notait-il après son élection surprise à la tête du parti, en décembre 2006.

Gagner une élection contre le conservateur Stephen Harper s'est toutefois révélé au-dessus de ses capacités. En dépit de ses efforts, son parti a obtenu le plus faible résultat de son histoire au dernier scrutin.

Selon les observateurs de la scène politique, cette dégringolade rendait son départ inévitable. Il y a toutefois fort à parier que les Canadiens continueront à entendre parler de lui.

Stéphane Dion a en effet consacré l'essentiel de sa vie à la politique. D'abord à l'étudier et à l'enseigner, puis à la pratiquer pendant plus de dix ans.

Ses débuts à la Chambre des communes ont été difficiles, mais, avant le 14 octobre, il avait effectué un parcours quasi sans faute sur la scène fédérale.

Détenteur d'une maîtrise en sciences politiques de l'Université Laval et d'un doctorat en sociologie de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Dion était professeur à l'Université de Montréal, quand il a reçu un coup de fil de Jean Chrétien dans les mois suivant

le référendum sur la souveraineté de 1995.

En dépit des conseils de son père, le politologue Léon Dion, qui voyait une «terrible erreur», cet intellectuel réputé connu comme un ardent défenseur du fédéralisme a accepté, sans attendre d'être élu, le portefeuille des Affaires intergouvernementales.

Dans les faits, il s'agissait de travailler à restaurer «l'unité nationale». Cette tâche à laquelle il s'est attaqué avec passion lui a valu d'être qualifié de «père de la clarté» à cause de la loi qu'il a fait adopter en 2000 et qui établit les conditions d'une éventuelle acceptation de l'indépendance du Québec par l'État canadien.

Ce texte a fait de lui un héros hors de sa province d'origine, mais il est devenu un paria parmi les siens. Des caricaturistes l'ont dépeint comme un rat pendant des années. Une décennie plus tard, il est encore ouvertement détesté de nombreux souverainistes qui le considèrent comme un ennemi de la démocratie.

Le professeur a fait son entrée au Parlement fédéral à la faveur d'une élection partielle dans les mois suivant sa nomination, en 1996. Il a été réélu en 1997, 2000, 2004, 2006 et 2008, toujours dans la circonscription de Saint-Laurent-Cartierville, sur l'île de Montréal.

Fidèle à Jean Chrétien

Pendant la lutte fratricide pour le pouvoir au sein du Parti libéral du Canada (PLC), il est toujours resté fidèle à celui qui lui avait donné sa chance, Jean Chrétien, ce qui lui a valu d'être exclu du cabinet pendant

six mois par le premier ministre suivant, Paul Martin. Il a aussi survécu sans trop d'égratignures au scandale des commandites, qui a entaché la réputation de certains de ses collègues.

Après son purgatoire, il a été nommé à l'Environnement et a présidé d'une main sûre la Conférence de Montréal sur les changements climatiques, un dossier qui lui tient particulièrement à cœur. Récemment, il a même affirmé que la lutte contre le réchauffement de la planète constituait le combat de sa vie.

M. Dion avait même fait de sa stratégie de réduction des gaz à effet de serre la clef de voûte de son programme électoral. Ce «Tournant vert», qui prévoyait entre autres l'imposition d'une taxe sur le carbone, serait en partie responsable de l'érosion des appuis du PLC en Ontario et dans les Maritimes.

Le politicien ne bénéficiait pas suffisamment d'appuis au sein de son parti pour rester aux commandes après la défaite. Il n'a jamais réussi à s'imposer comme chef et il est demeuré dans l'ombre de ses anciens rivaux — particulièrement Michael Ignatieff et Bob Rae — qui se disputeront vraisemblablement sa succession.

Stéphane Dion a 53 ans. Il est marié à Janine Krieger, elle-même professeur et spécialiste des questions de sécurité nationale. Le couple a une fille adulte, Jeanne, et possède aussi un chien husky baptisé Kyoto.

La Presse canadienne



Quelques-uns des candidats pressentis pour la course au leadership du Parti libéral du Canada: Frank McKenna, Martha Hall Findlay, Bob Rae, Brian Tobin, Gerard Kennedy et Michael Ignatieff.

Les successeurs possibles de Stéphane Dion

KARINE FORTIN

Ottawa — Voici une liste des candidats potentiels à la succession de Stéphane Dion à la direction du Parti libéral du Canada.

Martin Cauchon: 46 ans. Profession: Avocat. Expérience politique: député d'Outremont de 1993 à 2004. Faits d'armes: ministre du Revenu puis ministre de la Justice sous Jean Chrétien. Il est le père de la loi permettant le mariage entre conjoints de même sexe. Réseau: Il appuyait la candidature de Bob Rae à la direction du PLC en 2006.

Denis Coderre: 45 ans. Profession: politicien jusqu'au bout des ongles. Expérience politique: député de Bourassa depuis 1997. Faits d'armes: ministre du Sport amateur puis ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration sous Jean Chrétien. Plus récemment, il était porte-parole de l'opposition en matière de Défense, puis de Culture. Réseau: il appuyait Michael Ignatieff en 2006. Bémol: son nom a fait surface à quelques reprises pendant l'enquête sur le scandale des commandites.

Ruby Dhalla: 34 ans. Profession: actrice et chiropraticienne. Expérience politique: députée de Brampton-Springdale (Ontario) depuis 2004. Faits d'armes: Première femme d'origine indienne élue à la Chambre des communes. Porte-parole en matière de Développement social et de santé. Bémol: elle ne parle pas français.

Ujjal Dosanjh: 61 ans. Profession: activiste communautaire et avocat. Expérience politique: député de Vancouver-Sud depuis 2004. Faits d'armes: premier ministre néodémocrate de la Colombie-Britannique en 2000-2001. Ministre de la Santé sous Paul Martin. Réseau: appuyait Bob Rae lors de la course au leadership en 2006. Bémols: sa victoire dans la circonscription de Vancouver-Sud n'est pas acquise puisque les résultats font l'objet d'un dépouillement judiciaire. Il ne parle pas français.

Martha Hall Findlay: 49 ans. Profession: avocate et femme d'affaires. Expérience politique: députée de Willowdale (Ontario) depuis mars 2008. Faits d'armes: championne de ski alpin dans les années 1970. Candidate à la direction du PLC en 2006, elle en avait impressionné plus d'un en sillonnant le pays en autobus pour présenter ses projets. Réseau: elle s'est ralliée à Stéphane Dion tout de suite après le premier tour en 2006.

Michael Ignatieff: 61 ans. Profession: auteur et professeur, spécialiste des droits de la personne. Expérience politique: député d'Etoibicoke-Lakeshore

(Ontario) depuis 2006, chef-adjoint du PLC sous Stéphane Dion. Faits d'armes: il a été défait par Stéphane Dion au dernier tour de la course en 2006. Il est encore une fois l'un des candidats les plus sérieux à ce poste. Réseau: Camarade d'université de Bob Rae. Leur rivalité met leur amitié à rude épreuve.

Gerard Kennedy: 48 ans. Profession: directeur d'une banque alimentaire. Expérience politique: député de Parkdale-High-Park (Ontario) depuis le 14 octobre 2008. Elu à Queen's Park en 1997, il a été ministre de la Santé de l'Ontario de 2003 à 2006. Faits d'armes: candidat à la direction du PLC en 2006, il a permis à Stéphane Dion de l'emporter en l'appuyant au troisième tour.

Dominic Leblanc: 40 ans. Profession: avocat et notaire. Expérience politique: député de Beauséjour depuis 2000. Il a été secrétaire parlementaire du ministre de la Défense et du leader du gouvernement en Chambre, puis whip adjoint du parti. Faits d'armes: il a su entretenir de bonnes relations avec les clans Chrétien et Martin ainsi qu'avec Stéphane Dion. Réseau: il est le fils de l'ancien gouverneur général Roméo Leblanc. Il est très proche de la famille Trudeau. C'est un francophone, mais il n'est pas québécois.

John Manley: 58 ans. Profession: avocat et enseignant. Expérience politique: député d'Ottawa-Sud de 1988 à 2004. Il a occupé plusieurs ministères, dont ceux de l'Industrie, des Affaires étrangères et des Finances. Il a été nommé vice-premier ministre par Jean Chrétien en 2002. Faits d'armes: il est l'un des rares politiciens canadiens à s'être prononcés publiquement en faveur de l'abolition de la monarchie au Canada. Réseau: fidèle à Jean Chrétien, il s'est retiré de la politique à son départ. Bémol: au sein du parti, plusieurs lui en veulent d'avoir accepté de rédiger un rapport sur la mission canadienne en Afghanistan à la demande de Stephen Harper.

David McGuinty: 48 ans. Profession: avocat spécialisé en environnement. Expérience politique: député d'Ottawa-Sud depuis 2004. Faits d'armes: il a été pendant huit ans président de la Table ronde nationale du premier ministre sur l'environnement et l'économie (TRNEE). Il était porte-parole en matière d'Environnement sous Stéphane Dion. Il est parfaitement bilingue. Réseau: il est le frère de l'actuel premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, et le fils d'un député libéral provincial. Sa famille

est libérale depuis toujours.

Frank McKenna: 60 ans. Profession: avocat criminaliste, ambassadeur du Canada aux États-Unis. Expérience politique: député provincial au Nouveau-Brunswick de 1982 à 1997. Faits d'armes: sous sa gouverne, le Parti libéral provincial a remporté tous les sièges à l'élection de 1987. Il a été réélu premier ministre en 1991 et 1995. Réseau: il a su entretenir ses relations au sein du PLC si bien que son nom revient régulièrement parmi les candidats potentiels au poste de chef.

Bob Rae: 60 ans. Profession: avocat. Expérience politique: député néodémocrate à la Chambre des communes de 1978 à 1982. Elu sous la bannière libérale dans Toronto-Centre en 2008. Faits d'armes: il a été chef du NPD de l'Ontario et premier ministre de la province de 1990 à 1995. Il a tourné le dos à ce parti en 2002. Il a déjà été pressenti pour le poste de gouverneur général du Canada. Réseau: ami de longue date de Michael Ignatieff. Leur relation est cependant turbulente depuis qu'ils se disputent la direction du PLC.

Brian Tobin: 53 ans. Profession: annonceur et journaliste. Expérience politique: député fédéral de 1980 à 1996 et de 2001 à 2002. Il a été détenteur de plusieurs portefeuilles, dont ceux de l'Industrie et des Pêches et Océans. Faits d'armes: il a défendu les Grands Bancs de Terre-Neuve jusque devant l'édifice des Nations unies à New York.

Il a été l'un des organisateurs du «Love in de Montréal», à la veille du référendum sur la souveraineté de 1995, ce qui lui a valu le surnom de «Capitaine Canada». Réseau: Il a longtemps été proche de Jean Chrétien. Son nom revient sans cesse comme candidat à la direction du PLC, avec ceux de Frank McKenna et d'Allan Rock. Bémol: il ne parle pas français.

Justin Trudeau: 37 ans. Profession: enseignant. Expérience politique: il vient d'être élu pour représenter à la Chambre des communes la circonscription montréalaise de Papineau. Faits d'armes: il a défendu plusieurs causes, dont celles du Darfour. Réseau: il est le fils aîné de l'ancien premier ministre Pierre Elliott Trudeau et, à ce titre, il est depuis toujours l'enfant chéri de beaucoup de libéraux. Il a toutefois déclaré qu'il ne serait pas sur les rangs pour cette course au leadership. Bémols: ses commentaires sur le nationalisme et sur le bilinguisme ont suscité la controverse. Son ascendance risque de lui nuire au Québec.

La Presse canadienne

EN BREF

May plaide en faveur du scrutin proportionnel

Ottawa — La chef du Parti vert, Elizabeth May, affirme que les résultats des dernières élections fédérales ont été faussés et que le système «dysfonctionnel» qui a permis ces résultats doit être modifié rapidement. Mme May a souligné le fait que seuls 59 % des électeurs du pays se sont présentés dans les bureaux de vote la semaine dernière. Selon elle, sept millions d'entre eux se sont retrouvés «orphelins», en raison de la façon dont les députés sont actuellement élus. En compa-

gnie du groupe Représentation équitable au Canada, la chef du Parti vert tiendra une conférence de presse, aujourd'hui, pour demander à Ottawa de mettre en place un mode de scrutin proportionnel. Mme May a souligné que si les différents partis étaient représentés selon la proportion du vote populaire qu'ils ont obtenue, le Parti vert pourrait compter sur 23 députés à la Chambre des communes. Aucun candidat vert n'a été élu mardi dernier. Elle a ajouté que les conservateurs et les autres principaux partis doivent «cesser d'hésiter et de se dérober», et a demandé une réforme du mode de scrutin avant les prochaines élections. — La Presse canadienne

J'essaie de vous éviter un procès

François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

LES ACTUALITÉS

Quartier des spectacles

Labonté demande à Tremblay d'améliorer les « vitrines habitées »

JEANNE CORRIVEAU

Traitement architectural déficient, inefficacité énergétique et circulation des piétons difficile. Voilà quelques-unes des critiques formulées par le maire de l'arrondissement de Ville-Marie et chef de l'opposition, Benoit Labonté, concernant les « vitrines habitées » qui seront construites aux abords de la Place du Quartier des spectacles. Dans une lettre qu'il a fait parvenir, la semaine dernière, au maire Gérard Tremblay, M. Labonté lui demande d'intervenir personnellement afin que le projet soit revu.

Montréal a reçu la désignation de Ville UNESCO du design, mais « le projet des vitrines habitées du Quartier des spectacles, tel qu'il nous est présenté aujourd'hui, n'est certainement pas à la hauteur de ces énoncés et, surtout, du potentiel que pourrait représenter ce projet en termes d'aménagement urbain unique et d'image de marque forte pour Montréal », écrit Benoit Labonté dans une lettre adressée au maire et dont *Le Devoir* a obtenu copie.

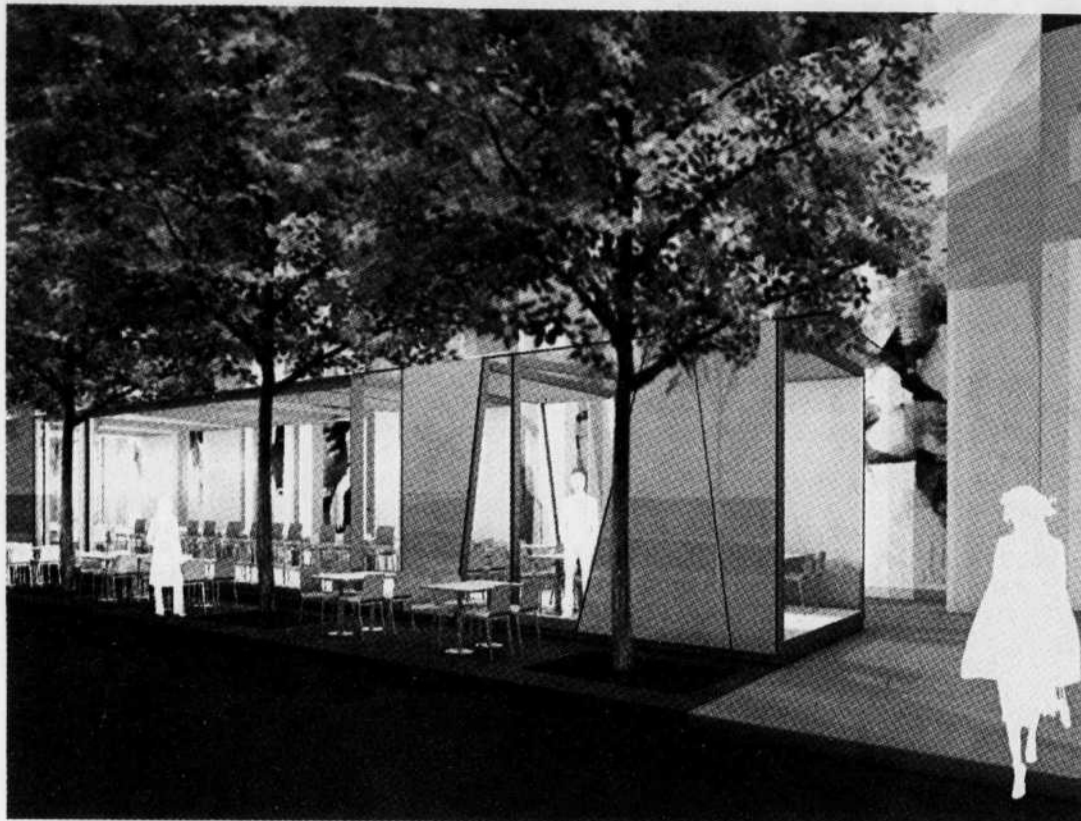
Le maire de l'arrondissement de Ville-Marie signale qu'il est encore temps de bonifier le projet avant que les travaux de construction ne soient terminés, soit à l'été 2009. « Nous vous demandons d'intervenir personnellement et rapidement dans ce projet, afin d'assurer au projet de vitrines habitées une finalité de classe internationale, soumise aux hauts critères d'excellence », ajoute M. Labonté dans sa missive.

Le concept de vitrines habitées prévoit la construction de deux bâtiments constitués de « murs rideaux » de verre et d'aluminium peint en blanc. D'une longueur d'environ 40 mètres, ces vitrines auront une largeur de quatre mètres et une hauteur de trois mètres. Elles accueilleront notamment des restaurants et des bars. Les clients se retrouveront au niveau du sol alors que les cuisines et les équipements techniques seront installés en sous-sol.

Après avoir examiné le projet, le Conseil du patrimoine et le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) de Ville-Marie ont formulé certaines réserves à l'égard, par exemple, des coûts élevés liés au chauffage et à la climatisation, du traitement architectural ainsi que de la baisse possible de l'achalandage des vitrines en saison hivernale. Benoit Labonté s'est inspiré de ces critiques pour demander l'intervention du maire Tremblay.

Malgré ces « sérieuses réserves », les élus de l'arrondissement, Benoit Labonté compris, ont tout de même donné leur aval à une modification du règlement d'urbanisme le 7 octobre dernier. M. Labonté a refusé de commenter la situation. Dans sa lettre, il soutient toutefois que les élus ont agi ainsi pour ne pas ralentir la progression du projet.

Le conseiller de Vision Montréal dans le district de Peter McGill et président du CCU, Karim Boulos,



SOURCE DAoust LESTAGE

soutient qu'il ne s'agit pas une question partisane. « On veut travailler avec le maire. C'est un projet qui dépasse les lignes politiques. Mais on ne peut pas rater notre coup, dit-il. On aurait pu bloquer le projet, mais ça ne sert à rien et ça n'aurait aidé personne », dit-il.

Le comité qu'il préside était favorable au concept novateur, mais certains aspects du projet ont soulevé beaucoup de questions. « Ce n'est pas une remise en question. C'est plutôt qu'on est tellement proche de faire quelque chose de magnifique et de novateur en Amérique du Nord, mais que là, on va se contenter de deux gros cubes vitrés », explique M. Boulos.

Plusieurs questions demeurent en suspens. Les vitrines seront-elles la cible de graffeurs? Les itinéraires s'y installeront-ils à la recherche de chaleur en hiver? Pas nécessairement, estime M. Boulos. C'est à l'usage que l'on obtiendra de vraies réponses, mais il dit qu'il vaut mieux être prudent.

À la ville-centre, on s'étonne de la lettre de Benoit Labonté. Guy Hébert, directeur général adjoint à la

Ville de Montréal et ex-directeur général de l'arrondissement de Ville-Marie, soutient que les vitrines habitées figuraient dans le programme particulier d'urbanisme mis en avant par l'arrondissement dès avril 2007. « C'est le même projet qui a été déposé à quatre reprises par l'arrondissement. Il y a eu des consultations publiques là-dessus », explique M. Hébert.

La firme Daoust Lestage, qui a élaboré le concept, a examiné de près tous les aspects du projet, notamment la consommation d'énergie des deux vitrines et la largeur des trottoirs, ajoute M. Hébert. À long terme, dit-il, la Ville prévoit une animation des lieux douze mois sur douze, notamment avec l'aménagement d'une patinoire et l'organisation d'activités diverses. « C'est certain qu'on ne veut pas aller contre la vertu. Si quelqu'un a une meilleure idée et qu'il est encore temps de faire des modifications, on va les faire. Mais on est convaincu que c'est le bon projet », conclut-il.

Le Devoir

Sondage réalisé pour le compte du Conseil régional de l'environnement

Les Montréalais sont prêts pour le compostage

JEANNE CORRIVEAU

Une majorité de Montréalais se disent prêts à participer à la collecte à domicile des matières putrescibles, selon un sondage SOM réalisé le mois dernier. À la lumière de ces résultats, le Conseil régional de l'environnement (CRE) de Montréal presse l'administration Tremblay d'accélérer l'implantation d'une collecte à grande échelle de déchets de table.

Le sondage réalisé pour le compte du CRE entre le 4 septembre et le 1^{er} octobre dernier auprès de 380 Montréalais révèle que 83 % des répondants sont en faveur de la collecte des matières putrescibles. De ce groupe, 93 % se disent disposés à y participer. « On ne s'attendait pas à avoir des résultats aussi importants », a commenté hier André Porlier, directeur général du CRE de Montréal. Il y a eu des projets-pilotes un peu partout sur l'île, comme à Westmount et Côte-Saint-Luc. Les gens comprennent maintenant que c'est à peu près

la même chose que la collecte du recyclage, que ce n'est pas sorcier ni compliqué. Ça explique peut-être pourquoi les gens sont prêts. M. Porlier soutient qu'avec de tels chiffres, la Ville de Montréal ne pourra plus soulever l'argument selon lequel les Montréalais ne sont pas prêts à prendre ce virage du compostage.

Rappelons que la Ville accuse un tel retard en matière de compostage qu'elle a repoussé de dix ans les objectifs de valorisation des matières organiques fixés à 60 % par Québec pour 2008. À l'heure actuelle, seulement 7 % des matières putrescibles sont récupérées sur l'île de Montréal alors qu'elles représentent plus de 40 % des déchets des ménages montréalais.

Selon le sondage, 57 % des personnes interrogées se disent insatisfaites des efforts réalisés par la Ville pour réduire la quantité de déchets qui se retrouvent dans les sites d'enfouissement.

Le CRE soutient également qu'en vertu du programme de redistribution des redevances pour l'éli-

mination des matières résiduelles, Montréal et les villes reconstituées de l'île disposent du budget dont les villes ont besoin pour mettre en place les installations nécessaires au traitement des matières organiques. Selon M. Porlier, depuis 2006, l'agglomération de Montréal aurait reçu de Québec une somme de 25 millions.

À ce sujet, le responsable du développement durable au comité exécutif de la Ville, Alan DeSousa, soutient que, dans les faits, le montant reçu s'élève plutôt à trois millions par année. Montréal a besoin de 170 millions pour construire les usines de compostage. « Nous souhaitons que le gouvernement accélère le financement pour permettre de construire les infrastructures sur l'île de Montréal et de ne pas avoir une situation où on va transporter nos résidus alimentaires plus loin », a-t-il dit.

Le Devoir

Montréal

150 millions de plus pour les transports en commun

JEANNE CORRIVEAU

Québec investira 155 millions de dollars pour améliorer les services offerts aux usagers du transports en commun de la région de Montréal. Augmentation de la fréquence des trains de banlieue, aménagement d'une voie réservée sur le boulevard Saint-Michel et achat de nouveaux autobus à plancher bas par la Société de transport de Montréal (STM) figurent parmi les projets annoncés hier par la ministre des Transports, Julie Boulet.

À partir du 1^{er} janvier prochain, l'Agence métropolitaine des transports (AMT) ajoutera 80 départs hebdomadaires sur les lignes de trains de banlieue de Deux-Montagnes, Dorion-Rigaud, Saint-Hilaire et Delson-Candiac, ce qui correspond à quelque 61 000 places de plus par semaine. Ces ajouts se feront essentiellement aux heures de pointe. La bonification du service était devenue nécessaire compte tenu de la hausse de 5 % de l'achalandage des trains de banlieue depuis le début de l'année, a expliqué la ministre Boulet à l'occasion d'une conférence de presse hier.

Les autres mesures touchant les trains de banlieue prévoient l'aménagement de 2000 places supplémentaires de stationnement incitatif de même que la location et la rénovation de cinq locomotives et de 35 voitures.

Dans la métropole, l'argent versé par Québec permettra d'aménager une voie réservée sur le boulevard Saint-Michel, entre le boulevard Henri-Bourassa et la rue Rachel, au coût de 1,5 million de dollars. Cette voie réservée sur une des artères les plus achalandées de la métropole entrera en service le 1^{er} janvier 2009.

Québec a aussi autorisé la STM à lancer un appel d'offres public visant à remplacer 410 autobus à plancher surbaissé de première génération de type APS-1 avec lesquels elle avait eu beaucoup de problèmes. Le gouvernement assumera la moitié de la facture qui est estimée à 200 millions de dollars.

Quoique bienvenus, les investissements consentis par Québec ne règlent pas le délicat problème de financement de la STM, a signalé le président du conseil d'administration de la société de transport, Claude Trudel. Celui-ci a rappelé que la situation financière de la STM demeurerait « extrêmement fragile » compte tenu des déficits avec lesquels elle doit composer chaque année.

Par ailleurs, le ministère des Transports (MTQ) aménagera, pour le mois de décembre prochain, une voie réservée pour les autobus sur les accotements de l'autoroute 15, à Laval, dans le cadre d'un projet-pilote. Cette voie s'étendra du pont Gédéon-Ouimet jusqu'à la station de métro Montmorency. Le ministère cherchera alors à s'assurer de la sécurité d'une telle mesure et évaluera la pertinence de mettre en place de telles voies à l'échelle du réseau routier québécois.

Les investissements annoncés hier s'ajoutent aux 4,5 milliards de dollars qui seront versés, d'ici 2012, pour la réalisation de divers projets en transport collectif, comme l'achat de matériel ferroviaire, au coût de 622 millions, de 20 locomotives, pour 236 millions, et de voitures de métro et de train de banlieue.

Le Devoir avec La Presse canadienne



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le bon réflexe du matin !

LCN MATIN
Du lundi au vendredi, dès 5 h
Avec Karine Champagne et Jean-François Guérin

LES COLLABORATEURS
Claude Poirier
Marie-Claude Savard
Jean Lapierre
Brigitte Bédard

Une chaîne spécialisée du Groupe TVA | QUEBECOR MEDIA

LES ACTUALITÉS

Réunion du Conseil de la fédération au sujet de la situation économique

Ottawa et l'Ontario envisagent le retour aux déficits, mais pas le Québec

ROBERT DUTRISAC

Alors que le gouvernement fédéral et l'Ontario n'écartent plus la possibilité que le ralentissement économique ne les conduise à un déficit l'an prochain, le premier ministre Jean Charest a donné l'assurance que le Québec éviterait cet écueil.

«On n'est pas là du tout», a soutenu, hier, Jean Charest alors qu'il s'apprêtait à participer à la réunion spéciale du Conseil de la fédération sur la situation économique et la crise financière. Le premier ministre québécois a rappelé que son gouvernement avait constitué une réserve de 1,8 milliard pour l'année en cours et la prochaine année afin d'atteindre l'équilibre budgétaire. En outre, c'est le Québec, parmi toutes les provinces, qui a le mieux contrôlé ses dépenses publiques, a fait valoir M. Charest.

«Les fondements de notre économie sont solides», a déclaré M. Charest. Le Canada, avec ses institutions financières qui sont mieux capitalisées, est «une exception», a-t-il affirmé, sans nier toutefois que l'économie «très ouverte» du pays sera touchée par le ralentissement aux États-Unis.

De son côté, le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, a indiqué, hier, que l'important, c'était avant tout de maintenir les services publics. Il a qua-



Le premier ministre du Québec, Jean Charest, avec certains de ses homologues des autres provinces.

lifié d'«aveuglement idéologique» l'idée d'atteindre l'équilibre budgétaire si c'est pour «faire mal aux

Canadiens». Selon lui, il n'y a guère d'économistes au pays qui s'opposent à ce que les gouverne-

ments connaissent «un déficit temporaire et cyclique», d'autant plus qu'il est hors de question, à

son avis, de hausser les taxes.

Dalton McGuinty a prévenu le gouvernement fédéral qu'il ne devait pas «équilibrer son budget sur le dos des provinces et des municipalités», une méthode qu'avaient employée dans les années 90 le gouvernement Chrétien et son ministre des Finances, Paul Martin.

Dans une entrevue au réseau CTV dimanche, le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, a indiqué qu'il s'attendait à dégager un «surplus modeste» à la fin de l'année en cours, mais qu'il ne pouvait faire des prédictions pour les prochaines années. «Nous ne sommes pas une île», a-t-il dit, évoquant le ralentissement économique aux États-Unis et la «récession» qui touche le marché immobilier résidentiel chez nos voisins du sud.

Danny Williams, de Terre-Neuve-et-Labrador, est un autre premier ministre qui ne rechigne pas devant un déficit conjoncturel. «Je n'ai pas de problème avec ça», a-t-il dit, signalant que sa province pourrait connaître un déficit l'an prochain.

Mais les autres premiers ministres, que ce soit Gordon Campbell, de la Colombie-Britannique, Gary Doer, du Manitoba, ou Rodney MacDonald, de la Nouvelle-Écosse, s'opposent aux déficits budgétaires. «Ça nous a pris une génération pour nous sortir des déficits», a fait valoir Gordon Camp-

bell. «C'est comme une addiction. Si vous vous rendez là, il est très difficile de s'en passer.»

Au début du mois d'octobre, Jean Charest, qui préside cette année le Conseil de la fédération, avait convoqué ses pairs à cette rencontre à laquelle le premier ministre Stephen Harper était convié. Ce dernier a décliné l'invitation, mais il s'est engagé à tenir prochainement une conférence fédérale-provinciale sur l'état de l'économie. Jean Charest a insisté pour que cette conférence fédérale-provinciale, qui serait la première que présidera M. Harper, soit «soigneusement préparée».

Chose certaine, les premiers ministres provinciaux ne sont pas «en mode d'affrontement avec le gouvernement fédéral», a indiqué M. Charest. Les demandes de financement supplémentaire, dans le domaine de l'éducation post-secondaire, par exemple, sont mises en veilleuse.

Ainsi, le Conseil de la fédération accueille «positivement» le plan d'action du gouvernement fédéral annoncé la semaine dernière visant l'amélioration de la capitalisation des grandes banques. Il a également salué les interventions de la Banque du Canada pour maintenir les liquidités dans les marchés financiers au pays.

Le Devoir

Québec solidaire Des solutions pour sortir de la crise

FABIEN DEGLISE

Encourager l'épargne publique, décourager les régimes de placement privés et accroître les politiques gouvernementales d'achat local et le développement de l'agriculture bio. En marge du Conseil de la fédération, qui s'est tenu hier à Montréal, Québec solidaire (QS) a tenu à faire part de ses solutions pour enrayer l'actuelle crise économique et financière qui frappe le monde en général, et le Canada en particulier. Avec en trame de fond, «des mesures structurantes» et un souhait: «que le règne de l'idéologie du libre-marché tire à sa fin», a indiqué la porte-parole de la formation politique, Françoise David.

Pour QS, la relance économique, sujet au cœur des préoccupations politiques du moment, passe nécessairement par une réforme des régimes de retraite au pays qui doivent être retirés des mains des spéculateurs pour être principalement remis dans celles de l'État. Le parti de gauche propose donc une augmentation volontaire de la cotisation au régime des rentes du Québec, qui passerait de 9 % aujourd'hui à 13 % sous un gouvernement dirigé par Québec solidaire. À l'inverse, le plafond des régimes enregistrés d'épargne retraite (REER) serait lui abaissé à 10 000 \$ par année, contre 19 000 \$ environ actuellement.

«Ces mesures ne vont pas porter préjudice aux simples travailleurs», a indiqué au Devoir la porte-parole du parti qui rappelle que les contribuables consacrent en moyenne 2500 \$ à leur retraite chaque année. Par contre, cette plus grande étatisation des programmes de retraites devrait leur donner la garantie de ne plus jamais perdre de l'argent, au gré des fluctuations boursières, a-t-elle assuré.

À titre complémentaire, Québec solidaire veut aussi recentrer le mandat de la Caisse de dépôt et placement du Québec sur une mission plus «socialement et écologiquement responsable», en investissant, «principalement au Québec», dit-elle. «Pour stimuler l'économie, il faut développer une économie locale et régionale. Par exemple, chaque fois qu'on importe un produit de l'étranger, il faut se demander si on ne peut pas le produire ici.»

La formation politique qui a récolté 3,64 % des suffrages lors des dernières élections générales, prévient d'ailleurs qu'elle va dans les prochaines semaines se faire de plus en plus entendre sur l'actuelle crise économique.

Le Devoir



MOTS ET MAUX DE LA POLITIQUE
Un carnet Web d'Antoine Robitaille, journaliste du Devoir

POUR FAIRE DES PLACEMENTS, VOUS ÊTES À LA BONNE PLACE.
LE NOM LE DIT:

ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC



CONTINUEZ LA BELLE VIE

Découvrez nos produits d'épargne et de retraite:

- Obligations à taux progressif • Obligations à taux fixe • Obligations à escompte
- Obligations Sécuri+ • Obligations boursières • Obligations d'épargne
- Épargne Flexi-Plus • Plan Épargne Périodique par prélèvements

BONI
DE
1%

la première année
pour les nouveaux
fonds REER

- + Capital garanti à 100% par le gouvernement du Québec.
- + Aucuns frais de gestion et d'administration.

ÉPARGNE
PLACEMENTS
QUÉBEC

VOS
ÉCONOMIES
GARANTIES
À 100%

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Épargne
Placements
Québec

EN BREF

La Libye achète des armes russes

Moscou — La Libye pourrait acheter pour plus de deux milliards d'armes russes à l'occasion d'une visite de son dirigeant Mouammar Kadhafi à Moscou fin octobre, rapportait hier l'agence Interfax. Ni l'ambassade de Libye à Moscou ni la société russe d'exportation des armements n'ont souhaité commenter cette information. La Libye est intéressée par l'achat de systèmes de missiles sol-air comme le S300, le TOR-M1 et le Buk, ainsi que de plusieurs avions de combat, de plusieurs dizaines d'hélicoptères et d'une cinquantaine de chars, a précisé la source d'Interfax. La Russie prépare aussi des contrats en vue d'améliorer les armes libyennes achetées à l'ex-Union soviétique, ajoute l'agence. — Reuters

Un accord présenté au gouvernement

Bagdad — Le projet d'accord négocié entre Bagdad et Washington qui entérine la fin de l'occupation américaine en Irak en 2011 va être discuté aujourd'hui par le gouvernement, dernière étape avant un renvoi devant le Parlement pour ratification. Le projet, évoqué depuis février par les responsables américains et irakiens, a déjà été discuté par le Conseil politique de la sécurité nationale, un organe consultatif qui regroupe les dirigeants irakiens. «Le Conseil politique de sécurité nationale a décidé hier [dimanche] de présenter le projet d'accord au gouvernement et il sera discuté lors de la réunion hebdomadaire du gouvernement mardi», a déclaré Jalal al-Boutfikh, chef du groupe parlementaire du parti Liste nationale irakienne, qui compte 19 députés. — AFP

Sœur Emmanuelle est décédée

Paris — La religieuse sœur Emmanuelle est morte dans la nuit de dimanche à hier à l'aube de son centième anniversaire après une vie consacrée à l'aide aux pauvres du monde entier. Les hommages ont afflué pour saluer l'humanité, la générosité et l'engagement de «la chiffonnière du Caire», qui s'est éteinte dans la maison de retraite de Callian où elle vivait depuis une dizaine d'années. Née à Bruxelles le 16 novembre 1908, Madeleine Cinqman était devenue célèbre en s'installant au Caire pour s'occuper des chiffonniers d'un bidonville. Ses prises de position, comme son engagement en faveur de la contraception, qu'elle voyait comme un moyen d'écartier la «surnatalité» des pays pauvres, ou ses déclarations en faveur du mariage des prêtres, ont parfois bousculé sa hiérarchie. — Reuters



Deux Boliviennes regardaient hier, à El Alto, les manifestants descendre à La Paz.

Bolivie: accord en vue sur le référendum constitutionnel

Pour convaincre l'opposition, Morales renonce à la possibilité de se présenter aux élections de 2014

La Paz — Le gouvernement socialiste du président Evo Morales, serait proche d'un accord avec l'opposition pour la convocation d'un référendum sur la Constitution, a annoncé hier soir le ministre de l'Agriculture. Le président Morales avait pris lui-même la tête hier d'une «marche historique» de plusieurs dizaines de milliers de ses partisans pour faire pression sur le Congrès de La Paz en ce sens.

Pour parvenir à cet accord entre gouvernement et opposition libérale, le président Morales a renoncé à la possibilité de se présenter aux élections de 2014. Cela lui aurait pourtant ouvert la possibilité en cas de victoire de rester chef de l'État jusqu'en 2019. «Le président de la République a renoncé à cette possibilité», a déclaré le ministre de l'Agriculture, Carlos Romero, qui fait partie de l'équipe des négociateurs.

Le sénateur Luis Vasquez du parti de droite Podemos a indiqué que les négociateurs avaient surmonté les contradictions pour «parvenir à un accord de réconciliation nationale». M. Morales, un ancien chef syndicaliste, devenu président de la Bolivie (10 millions d'habitants) en 2006, avait tenu à prendre hier matin la tête de cette puissante manifestation forte de plusieurs dizaines de milliers de personnes, en majorité des ouvriers et des paysans, pour faire pression sur le Congrès de La Paz afin qu'il convoque un référendum sur la constitution le 25 janvier 2009.

À l'intérieur du Congrès, une commission parlementaire réunissant les partis de la majorité et de l'opposition était engagée dans une course contre la montre en quête d'un accord sur la convocation de ce référendum constitutionnel.

«Nous espérons que les parlementaires puissent comprendre l'effort que manifeste le peuple dans cette marche»,

avait déclaré le président bolivien qui avait lancé en personne lundi dernier cette «marche historique» de 200 km pour défendre son projet de nouvelle Constitution.

Le projet que ses partisans souhaitent voir soumis à un référendum populaire, vise entre autres à redistribuer les richesses au profit des communautés défavorisées des Andes. Il vise également à assurer la place des indigènes dans la vie démocratique du pays. Il se heurte cependant aux gouverneurs libéraux et autonomistes des régions prospères (hydrocarbures et agro-alimentaire), situées dans l'est du pays. Cette crise politique a débouché en septembre sur des affrontements qui ont fait au moins 30 morts, faisant craindre un risque de guerre civile.

Le Congrès travaille sur «quelques formules pour trouver un accord», a indiqué hier matin le sénateur du parti d'opposition Podemos, Roger Pinto, sans plus de précision. Des organisations d'habitants progouvernementaux de El Alto contrôlaient hier les entrées et les sorties de passagers de l'aéroport de La Paz de crainte que ne s'en aillent les parlementaires de l'opposition.

Pour que la loi sur la convocation du référendum constitutionnel soit approuvée, l'opposition de droite soutient qu'il est nécessaire d'obtenir deux tiers des votes (105 de 157 sièges). Toutefois, le Mouvement vers le socialisme (MAS), le parti gouvernemental, qui ne possède que la majorité simple (84 sièges), soutient que celle-ci suffit pour ce vote.

Les trois forces de l'opposition libérale rassemblent 73 parlementaires. Les opposants libéraux et conservateurs critiquent le projet de constitution d'Evo Morales en le qualifiant «d'étatiste et d'indigéniste»

Agence France-Presse

Accusés de complot contre l'État

Turquie: début du procès des membres du réseau Ergenekon

Silivri — Le procès d'Ergenekon, un groupe d'extrême droite accusé d'avoir cherché à renverser le gouvernement de Tayyip Erdogan, s'est ouvert hier dans la prison de Silivri, près d'Istanbul.

Quatre-vingt-six prévenus, dont des officiers de l'armée à la retraite, le dirigeant d'un petit parti nationaliste et plusieurs journalistes, ont été inculpés dans le cadre de cette affaire qui a mis en relief la lutte de pouvoir que se livrent l'AKP, le parti islamiste modéré au pouvoir, et l'élite laïque.

Le procès, qui devrait s'étendre sur plusieurs mois, a commencé dans la confusion, quand il a fallu faire entrer tous les prévenus et avocats dans la même salle d'audience.

L'enquête, déclenchée il y a 15 mois après la découverte d'explosifs dans une maison d'Istanbul, a placé certaines franges de l'armée dans le collimateur même si l'état-major, qui a chassé du pouvoir quatre gouvernements élus au cours des 50 dernières années, dément toute implication.

Les prévenus sont accusés d'avoir préparé des assassinats et des attentats à la bombe afin de provoquer une intervention de l'armée et le renversement du gouvernement. L'acte d'accusation de 2500 pages comprend les charges d'insurrection armée, d'assistance à un groupe terroriste et de possession d'explosifs.

Selon les médias, Ergenekon aurait envisagé d'assassiner Orhan Pamuk, lauréat du prix Nobel de littérature en 2006, parmi d'autres intellectuels et réformateurs considérés comme «anti-turcs». L'organisation

avait engagé plusieurs opérations secrètes avec entre autres noms de code «Le Gant», «La Blonde», ou «Clair de lune».

Parmi les personnalités montrées du doigt par l'enquête figurent le chef d'un petit parti nationaliste, Doru Perincek, le rédacteur en chef du quotidien de gauche *Cumhuriyet*, İlhan Selçuk, et l'avocat nationaliste Kemal Kerincsiz.

Les tribunaux sont aujourd'hui devenus le théâtre du bras de fer entre l'AKP, qui trouve ses racines dans l'islam politique, et l'élite laïque héritière de la République fondée par Mustafa Kemal en 1923.

La plupart des prévenus sont membres de l'Association de pensée kémaliste, qui avait organisé l'an dernier de grandes manifestations contre l'élection à la présidence d'Abdullah Gül, dirigeant de l'AKP et ancien ministre des Affaires étrangères.

Le gouvernement devra s'efforcer de démontrer que ce procès n'est pas le résultat d'une chasse aux sorcières, à l'attention de ses détracteurs, qui le soupçonnent de vouloir imposer des réformes islamistes.

Pour ces opposants, Tayyip Erdogan se vengera d'une autre affaire judiciaire qui a failli aboutir cette année à la dissolution de l'AKP pour activités anti-laïques.

Les libéraux espèrent surtout que le procès permettra de mettre au jour l'existence d'un «État de l'ombre» verrouillé par les nationalistes radicaux au sein des forces de sécurité et de la bureaucratie d'État.

Reuters

L'Ossétie du Sud menace

La Géorgie est accusée de violer le cessez-le-feu

Moscou — La région sécessionniste géorgienne d'Ossétie du Sud a accusé hier Tbilissi de violer le cessez-le-feu conclu en août et a menacé les Géorgiens d'une riposte appropriée.

«Depuis une semaine, les Géorgiens ouvrent le feu chaque jour sur les districts frontaliers de Znaour et de Tskhinvali», a affirmé de Irina Gagoïeva, qui dirige la commission d'information de la région séparatiste. «La Géorgie viole l'accord de

cessez-le-feu» conclu sous les auspices de la France. «Elle a repris ses agressions», a-t-elle dit.

Elle a précisé que le ministre de l'Intérieur sud-ossète, Mikhaïl Mindzaïev, avait ordonné à «tous les organes de sécurité de répondre de manière appropriée aux provocations géorgiennes».

«En conséquence, toutes les positions de tris géorgiennes seront à l'avenir détruites», a souligné Gagoïeva. — Reuters

Téléphone : 514 985-3322

Télécopieur : 514 985-3340

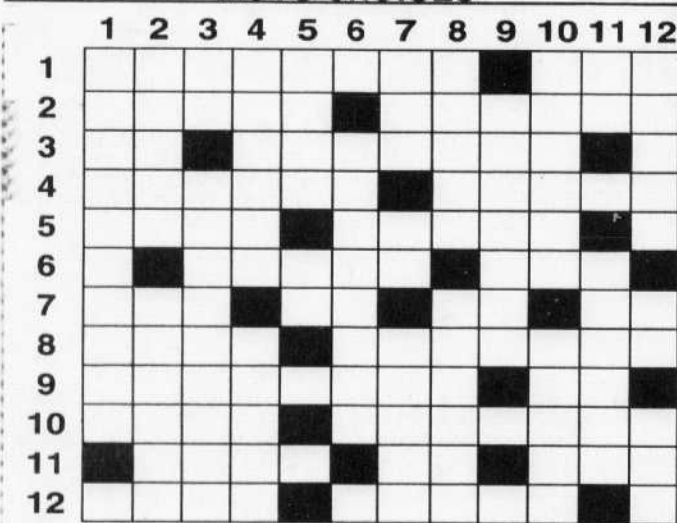
LES PETITES ANNONCES

Courriel :

petitesannonces@ledevoir.com

AVIS DE DÉCÈS

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Apéritif à base de vin blanc - Récipient.
2. Confessions - Petite antilope.
3. Qui a vu le jour - On s'y promène.
4. Assimilé - Mesure de flux lumineux.
5. Inasard - Bien rond.
6. Incompétente - C'était ça ou le maquis.
7. Petit if - Prêtresse d'Héra - Préfixe - Préfixe.
8. Titre - Se dit de certaines plantes.
9. En place - Iridium.
10. Proteste - Cherche des preuves.
11. Lambin - Que l'on doit - Situation burlesque.
12. Endommagé - Touche à la Finlande.

VERTICALEMENT

1. Saccager.
2. Action de se révéler - Fondamentale.

3. Grand dieu - Abstraites et vagues.

4. Groin - Noir éclatant.
5. Sauté par le cheval - Mesure itinéraire.
6. Création de mots nouveaux.
7. Au commencement - Béryllium - Remboursé.
8. Très utile en cuisine - Caché.
9. Bien faits.
10. Autorise - Postérieur.
11. Coule en Russie - Loï sicilienne.
12. Tes amis - Entre docteur et sciences - Moi, en latin.



SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

I · N · D · E · X

REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

160

APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

ANGUS - ADJACENT PLATEAU

Condos 4 1/2, 2 c.c. Pl. bois franc.

Stat. Octov. Décembre gratuit.

A partir de 975 \$ 514 526-1147

BOUL. GOUIN OUEST - Gr. 5 1/2

2e dans victorieuse, terrasse face

parc et rivière. Campagne à la ville.

Tout à neuf. Luxe. Nov.

1150\$ chauffé. 514 334-9050

CHERRIER - Métro Sherbrooke

Grand 6 1/2 + s. lavage, fr. pers.,

lav.-v. bois-franc. 514 523-7969

DISCRIMINATION

INTERDITE

La Commission des droits de la

personne du Québec rappelle que

lorsqu'un logement est offert en lo-

cation (ou sous-location), toute per-

sonne disposée à payer le loyer et

à respecter le bail doit être traitée

en pleine égalité, sans distinction,

exclusion ou préférence fondée sur

la race, la couleur, le sexe, la gros-

sesse, l'orientation sexuelle, l'état

civil, l'âge du locataire ou de et à

ses enfants, la religion, les convic-

tions politiques, la langue, l'origine

ethnique ou nationale, la condition

sociale, le handicap ou l'utilisation

d'un moyen pour pallier ce handi-

cap.

MARQUETTE/ST-ZOTIQUE

Grand 4 1/2. Entrée lavasech.

Nov. 750\$ 514 277-1023

OUTREMONT - 6 1/2 ensoleillé

Haut duplex près Mont Royal,

pl. bois franc, plat. 9', stat. Balcon

vue Mt-Royal. 1 550\$ non chauffé.

Libre à partir du 8 oct.

Visite sur tel. 514 276-9265 (rép.)

ROSEMONT - Magnifique loft

1 250 p.c., face parc Maisonneuve.

Grande fenestration, bois franc,

a/c, 5 élec. inclus. 1 ch. fermée,

terrasse, stat. 1+élec. 1 300\$

514 640-4346. Cell. 514 941-4951

160

APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

ST-LÉONARD - 5 1/2

2e étage. Cherche pers. tranquille.

Parc, métro Langelier, près de tout.

Nov. 800\$. 514 691-9140

164

CONDOMINIUMS À LOUER

SUD-OUEST, 4 1/2

Const. 2006. 3e et dernier étage.

2 balcons, près marché Atwater,

canal Lachine et métro L.-Groulx.

Stat. ext. Aire ouverte, 4 électros +

lavasech. frontals. Douche séparée.

Rangement extérieur. Libre.

1 200\$ 514 931-0798

170

HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

À PARIS - Marais 400 euros/sem

Provence - Toulon 400 euros+

xyzapl@yahoo.fr

171

HORS FRONTIÈRES À LOUER

FLORIDE LAKEWORTH

Sur le terrain de golf

1^{er} départ à 15 min. de la

mer. Adresse : 4700 Lu-

cerne Lakes, Lakeworth.

Condo tout équipé, r.-de-

ch., 2 c.c., 2 s/bains, à

15 min. de West Palm

Beach (Worth Av.),

10000\$ Nov. à mai.

Jour : 514 384-2500

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI

DE 8 H 30 À 17 H 00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 514-985-3322

Télécopieur: 514-985-3340

petitesannonces@ledevoir.com

Conditions de paiement : cartes de crédit



175

MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

LAC DES DEUX-MONTAGNES

Basse de Carillon, 1^{er} de Mil.

Belle petite maison de campagne.

1 c.c., foyer, meublé, t.inclus.

700\$m. Chauffage, éclairée.

514 945-1030

176

CHALET À LOUER

A 2 MIN. DU MONT-BLANC

2 à 4 ch. Tout inc. foyer, internet,

court & long terme, 819 681-6752

chaletsalouer.ca/loorne

MAISON près d'EASTMAN

Panorama exceptionnel, tran-

quillité. Sem./mois. 514 826-3793

MANSONVILLE

15 min. Owl's Head et Jay Peak

30 min. Sutton. 3 c.c., foyer.

La paix absolue! Nov. à avril.

514 489-0102

307

LIVRES ET DISQUES

"Librairie Bonheur d'Occasion"

achète à domicile livres de qualité

en tout genre. 514 914-2142

4467 de la Roche-M-Royal

515

INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE

OU RALENTIT ?

Mise à jour et réparation

P.C., Mac et portables.

10 ans d'exp. Service à domicile.

514 573-7039 Julien

530

COURS

ATELIER D'ÉCRITURE À MTL

Avec l'auteure Sylvie Massicotte

www.sylviemassicotte.gc.ca

Info. / inscriptions : 450 247-0489

542

MASSOTHÉRAPIE

SERVICE PERSONNEL

MANS MAGIQUES. Meilleur

massage. 450 321-0084

AVIS

À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre

connaissance de votre annonce et

nous signaler immédiatement toute

anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable

des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

AVIS DE DÉCÈS

Weider, Ben

1^{er} Février 1924 - 17 octobre 2008

Ben Weider, arbore le dirigeant, le lettré, l'homme

d'affaires et le philanthrope, connu et honoré

mondialement pour son travail pionnier promouvant et

organisant le sport de culturisme et de travail innovateur

comme historien et l'auteur autodidacte mais

énormément influent et populaire Napoléonien, mort

brusquement vendredi 17 octobre à Montréal, la ville de

sa naissance et de toute la vie à la maison. Il avait 85

ans.

Le mari bien-aimé de Huguette Derouin depuis 49 ans;

le père et beau-père de Louis et Linda, Eric et Renée,

Mark et Nathalie; le grand-père chéri de Joseph,

Vanessa et d'Aïsha; cher frère et beau-frère de Joe et

Betty, Freda Yankofsky, feu Jacob, feu Louis et le beau-

frère de Bertha Levy et André Derouin.

Les services funéraires auront lieu au salon de :

LE MONDE

ÉLECTIONS AMÉRICAINES

La course à la Maison-Blanche s'accélère à l'approche du but

Washington — Le candidat démocrate à la Maison-Blanche, Barack Obama, compte accélérer le rythme de sa campagne en multipliant les réunions dans les États clés comme la Floride tandis que le républicain John McCain se bat pour conserver les États gagnés par George W. Bush en 2004.

Le sénateur de l'Illinois a tenu une réunion hier soir à Orlando au côté de son ex-rivale Hillary Clinton. C'est la première fois depuis juin que les deux anciens candidats à

Dans un entretien diffusé auparavant sur NBC, M. Obama avait estimé que «l'écart [avec John McCain] allait se resserrer, car c'est ce qui arrive toujours à l'approche de l'élection». «Dans tous les États clés la course va être serrée», a-t-il ajouté.

Selon le baromètre quotidien de Gallup, l'écart était vendredi de 11 points au bénéfice du sénateur de l'Illinois (52 % contre 41 %). Le même institut qui offre deux autres sondages quotidiens avec des méthodologies différentes, donne 5 ou 9 points d'avance à M. Obama dans ces deux autres études. Un sondage de l'université Suffolk accorde 9 points d'avance

Avec 27 grands électeurs, la Floride fait partie de la poignée d'États où se jouera l'élection présidentielle

l'investiture démocrate se retrouveront côte à côte pour un meeting commun.

Les électeurs de Floride, dont plus d'un demi-million de nouveaux inscrits, avaient la possibilité de voter par anticipation hier.

La Floride, remportée par M. Bush en 2000 et 2004, est dans la ligne de mire du candidat démocrate. Avec 27 grands électeurs, cet État fait partie de la poignée d'États où se jouera l'élection présidentielle du 4 novembre. Il faut rassembler au moins 270 grands électeurs sur les 538 que compte le Collège électoral pour être élu président des États-Unis. En 2004, il avait manqué 18 grands électeurs au démocrate John Kerry pour devenir président à la place de M. Bush.

Un écart réduit

Lors d'une réunion publique en fin de matinée hier à Tampa, M. Obama a averti ses partisans que la campagne risquait de s'envenimer dans les jours prochains et que les attaques républicaines allaient redoubler d'intensité.

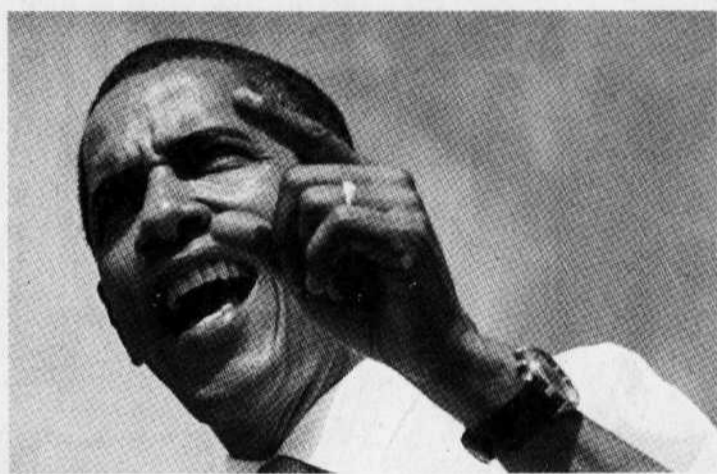
à M. Obama dans l'État clé de l'Ohio (51 % contre 42 %).

Hormis une réunion prévue jeudi dans le Wisconsin, un État gagné de justesse par M. Kerry en 2004, Obama a prévu de faire campagne dans les jours qui viennent dans des États qui avaient voté républicain lors de la dernière présidentielle.

Trésor de guerre

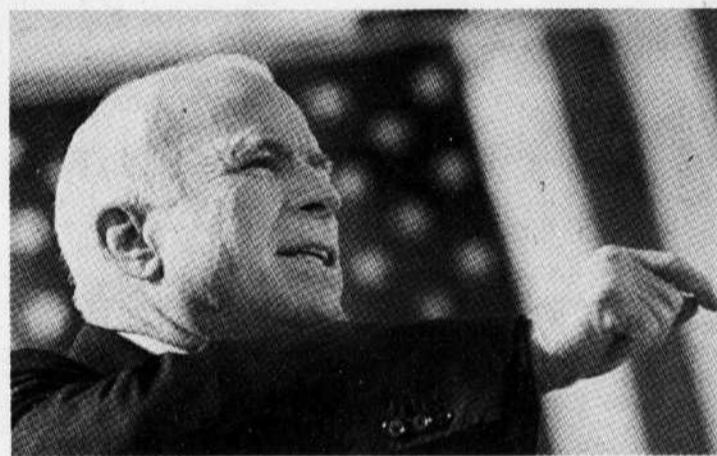
Il devait rester en Floride aujourd'hui avant de faire campagne en Virginie, l'Iowa, l'Ohio, le Colorado, le Nouveau-Mexique et, probablement, au Nevada et dans l'Indiana. Au total, ces huit États totalisent 97 grands électeurs. M. Obama a également fait campagne ce week-end dans le Missouri, rassemblant 100 000 personnes à St Louis, et en Caroline du Nord, un État qui n'a pas voté pour un démocrate à la présidentielle depuis 1976 et qui compte 15 grands électeurs.

Pour faire campagne, M. Obama dispose d'un considérable trésor de guerre. Il a recueilli la somme record de 150 millions en septembre. Depuis qu'il a lancé sa campagne,



Barack Obama hier, en Floride

JIM YOUNG REUTERS



John McCain hier, dans le Missouri

CARLOS BARRIA REUTERS

en février 2007, M. Obama a recueilli au total 605 millions.

Contraint à une campagne plus modeste, M. McCain a choisi de concentrer ses efforts sur les États remportés par M. Bush en 2004. Il a fait campagne ce week-end en Virginie et dans l'Ohio et faisait campagne hier dans le Missouri.

M. McCain a durci le ton de sa campagne accusant notamment son adversaire d'être «socialiste», une épithète injurieuse aux États-Unis. Lors d'un meeting à St-Charles, le candidat républicain a accusé son rival de «vouloir redistribuer les richesses».

Agence France-Presse

TÉLÉVISION

La bataille des cotes d'écoute

LAUREN ORTIZ

Pendant qu'Obama et McCain épuisent leurs dernières cartouches à traquer les électeurs indécis, la bataille redouble entre les chaînes de télévision américaines pour gagner des téléspectateurs. Car vu l'intérêt suscité par cette élection, les audiences ont explosé les records.

«La bataille s'est intensifiée cette année car il s'agit d'une élection très spéciale, une élection à deux sièges, où chaque camp renouvelle son champion», analyse Ann Crigler, spécialiste des médias à l'université de Californie USC. CNN a ainsi vu son public gonfler de 50 % en un an, avec 1,11 million de téléspectateurs en prime time (+368 000), sa meilleure performance depuis l'invasion de l'Irak en mars 2003. Même tendance pour Fox News et MSNBC, dont le nombre de téléspectateurs croît respectivement de 190 000 et 224 000. Pas résolue à perdre la bataille de l'info, Fox News a attaqué CNN, fin août. Avec une pub où elle prétend être «la seule chaîne d'information juste et impartiale». Une blague? Non, la chaîne, proche Parti républicain, se base sur une étude statistique du Pew Research Center for the People and the Press. Elle affiche les chiffres: 51 % des spectateurs réguliers de CNN sont démocrates, contre seulement 18 % de républicains. [...]

Des faits, la vérité...

Toujours selon l'étude, Fox News se vante d'être regardée par 39 % de républicains et 33 % de démocrates. Un exemple de journalisme «équilibré»: rien que des «faits», rien que la «vérité».

La chaîne du magnat des médias Rupert Murdoch ne précise pas que, dans l'ensemble, le public est plus démocrate que deux ans auparavant. Elle ne fait pas référence non plus à l'autre grande rivale, MSNBC, regardée par 48 % de démocrates et 18 % de républicains. Car en réalité, si Fox veut attirer quelques téléspectateurs, il est logique qu'elle drague du côté de CNN, la plus centriste,

qui «tente plus que MSNBC d'être neutre, non biaisée», dit Ann Crigler.

Entre Fox News et MSNBC, le combat est politique. Faisant fi de la neutralité journalistique à l'américaine, les deux chaînes se déchainent dans l'arène de cette présidentielle 2008. Entre information et éditorial, il n'y a plus de frontière. Une recette qui a déjà fait le succès de Fox News, et qui n'a cessé de s'accélérer du côté de MSNBC. La mayonnaise a pris: «Son audience est à la hausse depuis que la chaîne brouille ainsi les cartes», affirme Cigler.

Dernière arme

La libérale MSNBC (filiale de NBC Universal et Microsoft), qui surfe sur le regain d'intérêt démocrate, vient de lancer sa dernière arme de gauche: Rachele Maddow, dont l'émission quotidienne a commencé en septembre. Maddow, 35 ans, est une jeune commentatrice politique peu conventionnelle, qui se dit «libérale mais pas partisane». Maddow prend l'antenne juste après Keith Ol-

bermann, à la verve débridée contre Bush, qui vient quant à lui chaotiller la confortable audience de Bill O'Reilly, star du *O'Reilly Factor* sur Fox News.

En terme d'audience, le ticket Maddow-Olbermann, perçu par les experts comme une intention délibérée de contrer Fox News sur la gauche, pourrait bien être le ticket gagnant à l'approche de l'élection. A contrario, sur Fox, le *Special Report* présenté par Brit Hume sonne, selon l'analyste à UCLA Tim Groseclose, plus ou moins comme un discours «de républicains modérés du Congrès, type Susan Collins ou Olympia Snowe, conservateurs du Nord-Est». Un des invités réguliers de Brit Hume, Bill Sammon, correspondant de Fox News à Washington, décrivait il y a quelques jours Obama comme «un libéral très à gauche». Son avis sur la possibilité d'une «supermajorité» démocrate (chambre, Sénat et Maison-Blanche)? «Un canchamar politique», répond-il, d'un point de vue conservateur.

Libération

Le Congrès à la portée des démocrates

Pour la première fois en 30 ans, ils pourraient contrôler à la fois le Sénat et la Chambre des représentants

Washington — Les démocrates américains, qui contrôlent déjà le Congrès, pourraient profiter des difficultés économiques actuelles pour obtenir, pour la première fois en 30 ans, une majorité de 60 sièges au Sénat, réduisant presque à néant l'opposition républicaine.

A l'approche des élections, les sondages sont de plus en plus favorables aux démocrates, qui détiennent pour l'instant une courte majorité à la chambre haute du Congrès, avec 51 sièges contre 49. La probabilité de les voir atteindre les 60 sièges augmente, et avec elle la perspective pour eux d'avoir les coudées franches, en leur épargnant les obstructions procéduraires de l'opposition. «Imaginez ce que nous pourrions accomplir avec une majorité imperméable aux obstructions», a écrit la semaine dernière, dans un appel aux dons, le candidat démocrate à la présidence Barack Obama, lui-même en tête des sondages.

Pour la première fois en 16 ans, les démocrates pourraient contrôler le Congrès et la Maison-Blanche. Une situation potentiellement idéale, mais qui les verrait se heurter à l'obstacle représenté par un déficit fédéral record.

Cette «super majorité» devrait aussi composer avec ses propres divisions, de nombreux sénateurs pouvant privilégier leurs propres initiatives aux dépens du programme d'Obama.

«Tout sénateur pense qu'il ou elle est l'égal du président», explique Stephen Hess, spécialiste du Congrès à la Brookings Institution. «Tout président adorerait avoir 60 voix au Sénat mais devrait tout de même batailler pour faire passer ses textes.»

Quoi qu'il en soit, une majorité de 60 voix autoriserait les démocrates à s'affranchir de tout compromis avec les républicains et à revenir sur les réductions d'impôts

accordées aux plus riches par l'administration Bush, à renforcer la régulation des marchés financiers ou à prendre des mesures de relance de l'économie.

La vague attendue devrait aussi déferler sur la Chambre des représentants, où les démocrates, qui disposent déjà de 235 élus contre 199 aux républicains, pourraient s'adjuger une vingtaine de nouveaux sièges, le double de ce qui était envisagé il y a quelques semaines.

«Les choses sont passées de mauvaises à pires pour les républicains», souligne Nathan Gonzales, qui suit les élections législatives pour Rothenberg Political Report, une organisation non partisane. «De façon juste ou pas, les [républicains] se voient reprocher la crise économique, dont les démocrates ont su tirer avantage», ajoute-t-il.

Reuters

Conférence du maire de Hiroshima, M. Tadatashi Akiba

En route vers un monde pacifique exempt d'armements nucléaires

* Conférence prononcée en anglais

Vendredi 24 octobre à 15 h 15
Bibliothèque centrale (local A-M204)
UQAM - Pavillon Hubert-Aquin
400, rue Sainte-Catherine Est
Berri-UQAM

Arashi Daiko

Spectacle de tambours japonais
Vendredi 24 octobre à 14 h 30
Agora du pavillon Judith-Jasmin
405, rue Sainte-Catherine Est
Berri-UQAM



Montréal

UQAM

Prenez position



la collecte

Le maire de Montréal, monsieur Gérald Tremblay, vous invite à donner du sang le

Jeudi 30 octobre 2008

Hôtel de ville de Montréal
8 h à 18 h
275, rue Notre-Dame Est

Édifice Chauveau
(Arr. Mercier - Hochelaga-Maisonneuve)
9 h 30 à 16 h 30
5670, rue Chauveau

Mairie du Sud-Ouest
(Salle du conseil)
10 h à 18 h 30
815, rue Bel-Air (métro Lionel-Groulx)

Centre Père-Marquette
(Arr. Rosemont - La Plaine-Patche)
13 h 30 à 20 h
1800, rue de Durocourt

La collecte de sang des Montréalais!



DONNEZ DU SANG. DONNEZ LA VIE.

Montréal

Cette semaine, dégustez le
Ortas Tradition
Caves de Rasteau



CODE 113407 • 15⁹⁵\$

CONCOURS Devenez chroniqueur d'un jour avec Vincor

VINCOR
QUÉBEC
UNE SOCIÉTÉ DE CONSTELLATION

LE DEVOIR

FLAMMARION
GROUPE

LES CONNAISSEURS

À GAGNER

Chaque semaine, le livre *Les 100 meilleurs vins à moins de 25 \$* de Jean Aubry des éditions Transcontinental et *L'Atlas mondial du vin* de Hugh Johnson gracieuseté des Éditions Flammarion. Le Grand prix, une cave à vins de 48 bouteilles de vin, gracieuseté de Vincor et une formation de *Les Connaisseurs*, cycle 1 pour 2 personnes.

VALEUR DE
1306\$

A SURVEILLER DANS LE DEVOIR
DÈS LE 23 SEPTEMBRE

Valeur de 1306\$

ÉDITORIAL

CANADA-FRANCE

Amitié indéfectible

La visite de Nicolas Sarkozy au Canada-Québec vendredi dernier aura été l'occasion de resserrer les liens de la France avec le Québec, mais aussi le Canada. Surtout avec le Canada pour qui le président français craque comme aucun de ses prédécesseurs depuis le général de Gaulle.



BERNARD DESCÔTEAUX

Cette visite était attendue. On savait que Nicolas Sarkozy allait profiter de l'occasion pour revoir la position de son pays dans le triangle Paris-Québec-Ottawa. Il y a déjà plusieurs mois, il avait fait savoir que la formule «non-ingérence, non-indifférence» qui définissait la nature des rapports privilégiés de la France avec le Québec tels qu'ils avaient été établis au début des années 1960 était dépassée.

Depuis le «Vive le Québec libre» du général de Gaulle, les relations entre la France et le Canada n'avaient jamais été normalisées totalement. Un malaise a toujours persisté à Ottawa qui n'est jamais arrivé à établir avec Paris la complicité qui a toujours prévalu dans les rapports franco-québécois. C'est ce que l'actuel président français voulait changer.

Comme il se doit sur le plan protocolaire, Nicolas Sarkozy a d'abord rencontré le premier ministre Stephen Harper. Dès ce moment, il a indiqué qu'il ne voulait plus de cette défiance qui surgit à Québec ou Ottawa lorsque la France dit son amitié pour l'un ou pour l'autre. D'où la formule, «les Canadiens sont nos amis, les Québécois nos frères», qui prévaudra désormais.

La fraternité est bien là. En témoigne l'éloquence avec laquelle il a célébré dans son allocution à l'Assemblée nationale les liens qui unissent la France et le Québec. Il a donné toutes les assurances qu'attendaient les Québécois quant à la force des liens familiaux illustrée par la signature d'une entente tout à fait exceptionnelle sur la reconnaissance des qualifications professionnelles.



BERNARD DESCÔTEAUX

L'amitié pour le Canada est cependant tout aussi forte, voire plus. On ne peut interpréter autrement le parti pris ouvert du président Sarkozy en faveur de l'unité canadienne qu'il a appuyée en affirmant que «le monde aujourd'hui [n'a pas] besoin d'une division supplémentaire».

Cette incursion sur ce terrain miné a surpris. Elle a ravi les fédéralistes et choqué les souverainistes, dont l'ancien premier ministre Jacques Parizeau, qui y a vu une ingérence inappropriée dans une affaire canado-québécoise. Leur déception a été d'autant plus grande qu'ils étaient habitués à une neutralité bienveillante, voire à une sympathie active de la part de la France.

Cette petite phrase du président Sarkozy marque une rupture. Il a beau être le président de la droite française issue du mouvement gaulliste, il n'est pas un gaulliste et il n'entend pas en porter la tradition. Pour les gaullistes, le rapprochement avec le Québec était au point de départ un pied de nez, dans une certaine mesure, au monde anglo-américain. L'actuel président français est au contraire un grand admirateur des États-Unis. Il est ouvert à un retour de la France au sein de l'OTAN de laquelle son pays s'est déjà beaucoup rapproché. Il a une grande amitié pour le Canada qu'il dit être de toujours. Son réseau d'amis est de ce côté.

Le président Sarkozy est un partisan de la realpolitik qui dans le cas présent incitait à parachever la normalisation des relations de la France avec le Canada. Il l'a fait avec d'autant moins de remords qu'il a vu que le mouvement souverainiste québécois n'a plus la force de jadis. Les amis que les souverainistes ont toujours dans le gouvernement français ont tenté de nuancer les propos de leur président. Cela ne changera rien à la réalité. Lorsqu'il reviendra au Canada l'an prochain comme il l'a évoqué, ce sera sans doute pour aller en Ontario et en Alberta parler «business». L'industrie nucléaire française postule la construction de deux centrales en Ontario pour une valeur de 12 à 15 milliards et elle est désireuse de prendre le contrôle d'Énergie atomique Canada si Ottawa la privatise. Dans un tel contexte, il fallait sans doute dire à Ottawa que l'amitié de la France serait désormais indéfectible.

LEADERSHIP LIBÉRAL

Le vulnérable

Jusqu'à sa manière de tirer à demi sa révérence après la défaite crève-cœur de son parti, le libéral Stéphane Dion affiche la maladresse qui, souventes fois, marqua son parcours de chef incapable de rallier troupes libérales et population.

M. Dion a annoncé hier qu'il quittera son poste de chef du PLC, mais une fois seulement qu'un successeur lui sera désigné. Au nom d'une «transition ordonnée et réussie», il garde un pied dans la ronde, et s'improvise gardien de l'ordre jusqu'à ce qu'un meneur plus solide tienne à son tour d'influer sur le cours des choses.

Hier déjà, au sein du caucus libéral, on grognait contre cet élan d'opiniâtreté: le clan libéral a besoin de calme pour désigner celui ou celle qui permettra au PLC de refaire une unité malmenée, mais la seule présence de M. Dion jusqu'au printemps encore est contraire à cette tranquillité politique. Pendant qu'à Ottawa un nouveau gouvernement minoritaire s'apprête à diriger sur fond de crise financière, il affirme qu'il restera porte-voix d'un parti désenchanté. Dans le contexte, on doute de ses capacités à devenir soudainement un interlocuteur crédible.

Marie-Andrée Chouinard

Marie-Andrée Chouinard

Comme le disait hier le sénateur libéral Francis Fox, cette «autoproclamation» de M. Dion comme chef intérimaire n'annonce rien qui vaille. Lorsqu'un chef déchu a l'humilité de reconnaître son inefficacité à la tête d'un parti, mieux vaut qu'il s'efface entièrement pour permettre une réfection ordonnée.

La politique n'est pas généreuse avec les leaders qui n'auraient pas suffisamment d'étoffe. Quand le pointage n'est pas assez élevé pour mener à la victoire, des voix s'élèvent au suivant! Avec 26 % du vote populaire le 14 octobre dernier, la pression était devenue insoutenable. M. Dion ne pouvait pas demeurer en poste.

Pour expliquer son départ, il invoque sa «vulnérabilité», qu'il impute essentiellement à la campagne de dénigrement des conservateurs et au manque de moyens financiers des libéraux. Il n'a pas tort. Mais de cette vulnérabilité, qui est aussi intimement sienne, que ne savait-on pas au congrès qui le consacra en 2006?

L'être cérébral parfois maladroit qui n'a pas démontré le plus vibrant des instincts politiques a été fidèle à lui-même. Certes, il incarnait une intégrité nécessaire, après un scandale lourd de conséquences, mais sa crédibilité politique a parfois vacillé. Oui, il symbolisait les études aux bonnes idées, mais il fut souvent impuissant à les vulgariser. Bien sûr, il représentait le champion de l'unité canadienne, mais son reflet de M. Canada lui valut des airs sceptiques du côté du Québec.

Pour une opération de renouveau telle que les libéraux en avaient besoin, Stéphane Dion s'apparentait davantage à un accident de parcours qu'à une solution porteuse. Les libéraux se trompent s'ils croient qu'en troquant le chef, ils auront effacé tous les problèmes. L'échec de M. Dion ne tient pas qu'à son impuissance comme leader, mais aussi à l'état démembré du parti qu'il a récolté.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON

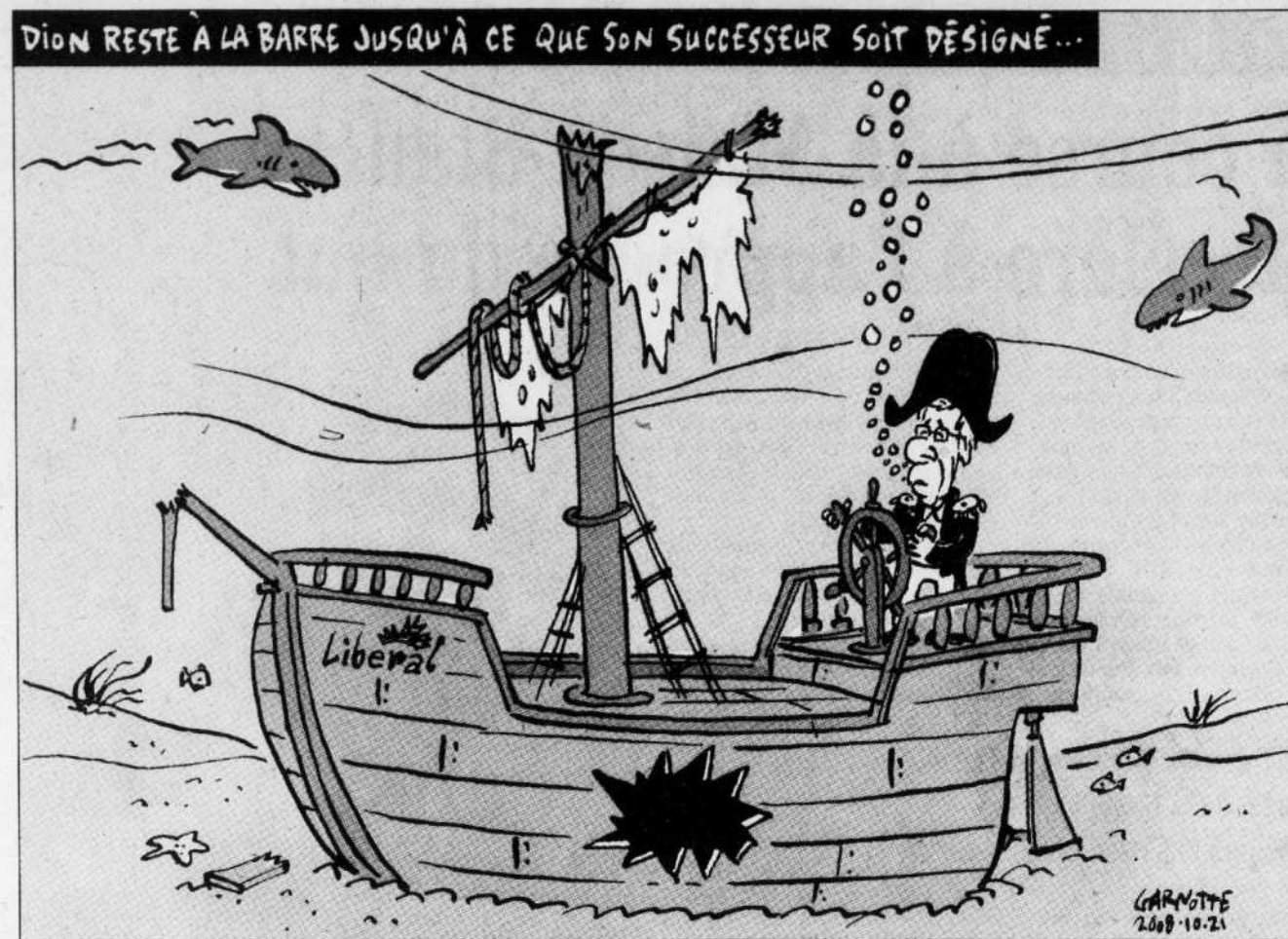
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



LETTRES

Les pieds dans le plat

Lettre à Monsieur Sarkozy

Lors de votre visite à Québec pour assister au Sommet de la Francophonie, vous avez manifesté votre amour envers la nation québécoise; nous vous en sommes reconnaissants. Cependant, votre appui aux fédéralistes canadiens et votre dénigrement de la souveraineté du Québec sont fort décevants. Outre l'ingérence d'un chef d'État étranger dans un débat relevant du peuple canadien et québécois seuls. Vous avez heurté les sentiments des plus ardens promoteurs de la francophonie, les souverainistes. Vos illusions sur la bonne entente entre le Québec et le reste du Canada ainsi que sur les liens unissant la France au reste du Canada se dissiperaient sans aucun doute si vous alliez à Sault-Sainte-Marie, par exemple, leur répéter vos propos de fraternité. En un mot, vous avez mis les pieds dans le plat.

Jean-Charles Samson

Québec, le 19 octobre 2008

Bravo, M. Sarkozy

Vous êtes venu exprimer haut et fort ce qu'une majorité silencieuse au Québec pense depuis longtemps: le Québec peut fonctionner et s'affirmer au mieux dans un Canada uni. Vous avez raison, on n'a vraiment pas besoin de cette division que les souverainistes ont provoquée au Québec. Vous avez contré le célèbre cri du général de Gaulle: le Québec est, et a toujours été, libre de s'épanouir à l'intérieur du Canada! Cette gifle, une certaine mentalité péquiste la méritait bien, à cause de son ingérence dans tous les domaines et surtout dans nos institutions d'enseignement depuis plus de 25 ans. De même que ça prenait la France pour nous révéler Félix Leclerc, ça prenait un Français pour dire ici ouvertement ce que la majorité pensait tout bas. Bravo et merci, M. Sarkozy!

Normand Bellemeur

Gatineau, le 20 octobre 2008

Un autre fédéraliste

Le président Sarkozy vient de montrer qu'il est un bien petit personnage, politiquement semi-inculte et superficiel. Il a balayé du revers de la main la politique de ses grands pré-

décesseurs, il a platement épousé le discours d'Ottawa et bafoué la plus profonde et la plus naturelle aspiration des Québécois. Surtout, il a démontré une ignorance profonde de l'histoire du Québec et des Canadiens français. S'il avait un peu lu au lieu de proférer avec effronterie des sottises sur la Confédération canadienne, il saurait que notre peuple, aujourd'hui comme hier, doit combattre pour sa survie. La Confédération canadienne a longtemps bafoué nos droits et nous les a cyniquement supprimés. Ce n'est pas un bilinguisme de façade ni de trompeuses déclarations d'amour, alors que le Canada nous tient à genoux, qui peuvent réparer l'érosion de notre identité, l'assimilation galopante de nos minorités et les méfaits de la clause Canada qui annulent la loi 101 sur le territoire même du Québec.

M. Sarkozy, il faut vous accuser d'ingérence dans les affaires du Québec. Vous n'avez aucun droit de décider pour nous de ce que nous pouvons devenir, ni de condamner pour nous une «division» qui nous sauverait d'une «unité» qui nous a été si néfaste et à laquelle nous devons notre déclin.

Nous souhaitons que le meilleur de la France vous rappelle à vos devoirs et vous indique clairement comment on peut servir les intérêts de la francophonie. Votre premier devoir en tant que chef de la France consiste à ne rien dire et à ne rien faire qui nuise au fait français là où il est encore vivant, et là où il aspire à l'appui d'un État autonome, seul capable d'assurer sa survie et sa vitalité dans l'histoire. Vous pourriez utilement relire le général de Gaulle et y puiser une inspiration d'une grande politique. En attendant, rentrez vos leçons de «morale» politique. Le Québec aspire à autre chose que des conseils de démission et de dépendance de la part de ceux qui devraient parler à la hauteur de la France.

Hubert Larocque

Gatineau, le 18 octobre 2008

Moraliser le capitalisme!

Quelle belle nouvelle: Nicolas Sarkozy reformera, refondera, réglementera, contrôlera et moralisera le capitalisme! Enfin... Je ne saurais mieux dire, alors je le cite: «La plus grande erreur que ferait le monde face à la crise que nous connaissons serait de ne voir, dans cette crise,

qu'une parenthèse et croire qu'une fois les marchés calmés et les banques sauvées, tout pourra recommencer comme avant. Eh bien, cela, la France ne l'acceptera pas, parce que ce serait parfaitement irresponsable. Il faut réguler et moraliser le capitalisme sans quoi le chacun-pour-soi, les égoïstes, les fanatismes, la logique d'affrontement prévaudront, et alors ce monde sera peut-être pire que celui que nous avons connu.»

Autrement dit, il faudra faire en sorte que le capitalisme n'existe plus tel qu'il est et en créer un nouveau, troquant l'égoïsme pour le partage et la solidarité, le «chacun pour soi» pour le «un pour tous, tous pour un», le fanatisme pour la tolérance, la logique d'affrontement par celle du souci de l'autre. Voilà que désormais dans ce nouveau capitalisme, la morale deviendra reine, freinant les appétits de l'homo œconomicus. Nous assisterons à la renaissance de l'homo sapiens.

Ma foi, ce nouveau capitalisme, ce n'est plus du capitalisme, mais du coopératisme! M. Sarkozy annonce-t-il déjà l'ère du coopératisme universel? Quelle belle nouvelle! De grâce, si je rêve, ne me réveillez pas!

Claude Béland

Mont-Royal, le 19 octobre 2008

L'éthanol ou la vie?

Le Devoir nous apprendait vendredi que près d'un milliard d'habitants des pays en développement sont menacés par la famine dans le sillage de la hausse du prix des aliments.

Dans ce contexte, ce que nous devons faire ici, c'est obliger nos élus à Ottawa à voter contre tout projet de loi en faveur de la production d'éthanol. Comme nous le savons, ce combustible ne pourra être produit à court et moyen terme qu'à partir de céréales, et sa production contribuerait de façon très importante à l'augmentation du prix des aliments.

Nous devons également immédiatement obliger ces mêmes élus, peu importe le parti politique, à annuler les subventions de 2,2 milliards promises jusqu'ici pour la production d'éthanol. C'est là une question de simple humanité qui transcende la carrière politique, la ligne de parti et l'opinion des bailleurs de fonds des partis politiques.

Bruno Marquis

Gatineau, le 17 octobre 2008

LIBRE OPINION

La preuve par quatre

JEAN-CLAUDE THIBODEAU

Économiste et professeur honoraire à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS)

Nous venons de traverser, telle une véritable «traversée du désert», une autre campagne électorale d'une platitude consommée. Cinq chefs, dont quatre fédéralistes, sans orientation ni enjeu valable, intéressants, emballant ou même rassembleur se présentaient pour diriger notre «plus beau meilleur pays du monde».

Même l'orientation verte du libéral Stéphane Dion n'a pu être expliquée de façon convenable. Mais on est surtout frappé par le fait que les enjeux se limitent à trois choses seulement, si on regarde strictement les champs de compétences exclusives du fédéral: la date du retrait des troupes en Afghanistan, les modalités de la protection de nos territoires du nord, et les baisses de taxes.

Tous les autres enjeux exprimés lors de la campagne concernaient les compétences provinciales ou du moins des compétences déjà exercées avec «compétence» par le Québec. Que l'on parle d'environnement, de santé, d'éducation, de culture, de la gestion pénale des jeunes contrevenants, d'infrastructure urbaine ou régionale, d'économie régionale, d'agriculture, d'exploitation des ressources (sauf les ressources maritimes piscicoles qui furent tellement mal gérées par le fédéral que l'on ne peut plus pêcher ni la morue ni le saumon),

de politique énergétique, tous ces dossiers sont gérés avec plus de compétence par le Québec qu'ils ne le seraient ou qu'ils le sont par le gouvernement canadien.

Deux jours avant l'élection, le chef du NPD Jack Layton a déclaré sur les ondes de Radio-Canada qu'«en matière de garderie, d'assurance médicaments, de politique énergétique, de politique environnementale, de politique de développement régional, le Québec est un leader au Canada et nous voulons que de telles politiques se retrouvent partout au Canada». Lors d'un panel la veille des élections, l'ex-ministre Michael Fortier a répété que le principal enjeu discuté dans sa circonscription durant cette campagne fut la question du transport en commun. En d'autres termes, ce qui intéresse les Québécois n'est pas géré par le fédéral!

Il ne faut donc pas s'étonner du peu d'intérêt des citoyens pour cette élection. L'absence de dossiers importants est tellement évidente, tellement criante que le premier ministre sortant n'a jugé bon de faire connaître son pseudo-programme que trois ou quatre jours avant l'élection. Pour sa part, M. Dion inventa le sien sur le coin de la table au moment du débat des chefs. On ne pourrait pas plus clairement avouer le vide du rôle fédéral, tout en se moquant des citoyens, tout cela pour la modique somme de 350 millions de dollars.

Mais au-delà de ces constats, cette élection fait apparaître au grand jour la désincarnation de ce niveau de gouvernement dans le quotidien des

gens, du moins au Québec. Le gouvernement fédéral forme la plus vaste structure bureaucratique au Canada. Et, au coût de plusieurs centaines de millions de dollars, celle-ci ne sert qu'à gérer l'armée, le service des postes (dans les faits, privatisé), la monnaie, le trafic naval sur le fleuve, les communications et quelques autres babioles du même type. Et pourtant, le fédéral vient chercher près de 40 % des ressources fiscales indirectes du Québec et un pourcentage presque aussi important de taxes directes.

Ce n'est pas de déséquilibre fiscal qu'il faudrait parler, ni de limitation du pouvoir fédéral de dépenser mais bien de limitation du pouvoir de taxation fédéral. Après tout, ce n'est que depuis 1940-41 que le fédéral a accès aux taxes indirectes (impôts sur les revenus) et cela prétendument pour assumer les coûts de la Deuxième Guerre mondiale. Dans un système comme celui de la Communauté européenne par exemple, l'instance centrale ne peut pas aller trifouiller dans les assiettes fiscales des pays constituants. Ses coûts de fonctionnement sont estimés, et chaque pays constituant contribue à la cagnotte selon sa richesse.

Les Québécois devraient peut-être s'interroger de plus en plus sérieusement sur l'utilité réelle de ce palier de gouvernement fédéral. La dernière élection a fait la «preuve par quatre» chefs fédéralistes de l'inutilité de ce palier pour les Québécois. Et sur ce point, nous sommes à peu près certain que même le premier ministre du Québec, M. Jean Charest, serait d'accord.

IDÉES

Pénurie de médecins

Une menace en région rurale

COLLECTIF DES MAIRES
DE LA MRC DE NICOLET-YAMASKA

Le 7 octobre dernier, les membres du Conseil des maires de la MRC de Nicolet-Yamaska ont débattu des problèmes relatifs à la pénurie de médecins en milieu rural. Au terme de ce débat, les élus ont décidé de transmettre le fruit de leurs réflexions afin d'ouvrir la voie à des changements propres à assurer une bonne desserte en services médicaux aux populations rurales. Nous souhaitons par la présente que les principaux partis politiques québécois se positionnent dans ce débat tout comme les organismes représentant le milieu rural québécois. Nous souhaitons obtenir des opinions sans ambiguïté et des pistes de solutions aux problèmes que nous exposons.

Depuis quelques années, les acteurs du milieu rural assistent à une réduction des services et des effectifs médicaux. En effet, plusieurs médecins partent en retraite et ne sont pas remplacés; ces départs créent un problème au niveau de l'offre de service. Les médecins restants sont surchargés et peinent à engager de jeunes recrues. Ainsi, plusieurs cliniques médicales sont en sursis ou ferment leurs portes. La présence de médecins-dépanneurs au Centre de santé semble de plus en plus aléatoire et coûteuse en ressources. La fréquence de fermeture de l'urgence augmente en raison du manque de médecins.

Il va sans dire que de telles situations ne sont pas acceptables, notamment au regard des attentes légitimes des citoyens qui veulent obtenir un service de médecine générale et des soins de première ligne d'un niveau d'accessibilité comparable à celui qui prévaut dans les milieux urbains.

Des effets pervers

Ainsi, les élus locaux subissent une forte pression de la population pour faire des actions susceptibles de corriger la situation. Cette pression est d'autant plus forte que les besoins augmentent avec le vieillissement de la population et que la santé est un enjeu de première importance pour les citoyens. Nous assistons donc à la mise en place de différentes initiatives en milieu rural afin d'attirer des médecins en région. Nous pensons que même si certaines de ces initiatives sont intéressantes, elles génèrent néanmoins des effets pervers que nous ne pouvons passer sous silence.

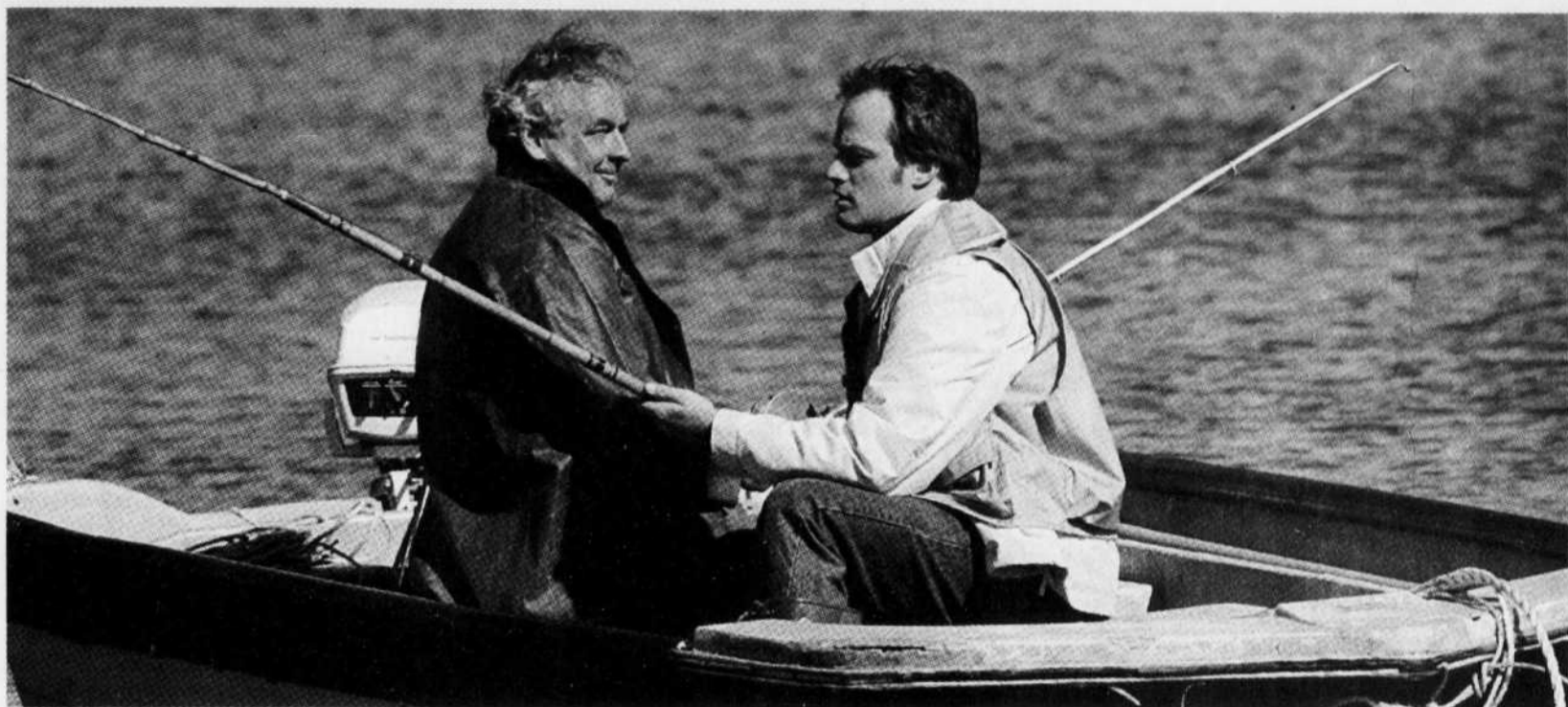
Actuellement, afin d'apporter des solutions à cette problématique, la tendance en milieu rural est de créer des coopératives de santé. Sous forme de parts sociales et/ou d'une contribution financière annuelle et d'autres activités de financement, des membres puisent dans leurs poches pour offrir des conditions de pratique favorables aux médecins afin d'attirer ces professionnels à pratiquer dans leur région.

L'accès à cet éventuel service médical demeure ouvert aux non-membres afin de respecter le principe d'universalité des soins. Généralement, avec l'aide de municipalités, d'institutions financières, du secteur privé et d'OBNL, de telles coopératives récoltent donc des sommes considérables afin d'acheter ou louer des locaux, d'offrir des conditions de travail idéales aux médecins — notamment en allant jusqu'à la prise en charge de toutes responsabilités autres que celles de la pratique médicale — en plus d'offrir des services médicaux complémentaires, comme des services de physiothérapie par exemple.

Déplacer le problème

Nous ne pouvons pas dénoncer la prise en main d'une communauté qui veut s'offrir des services, qu'ils soient médicaux ou autres. Mais ces initiatives sont-elles couronnées de succès et permettent-elles d'améliorer l'accès aux soins? De plus en plus d'indices montrent que l'on déplace ainsi simplement le problème d'un territoire rural à un autre. Et surtout, est-ce équitable pour les communautés et citoyens ruraux comparativement au restant de la population? Nous pensons que ce type d'initiative induit des effets pervers que nous ne devons pas sous-estimer.

Déjà en 2003, le CLD de la MRC de Nicolet-Yamaska dénonçait l'initiative «Opération Charme médical» parce qu'un tel événement obligeait presque les auto-

Image tirée du film *La Grande Séduction*, du réalisateur Jean-François Pouliot, qui raconte la mobilisation de tout un village pour recruter un médecin.

rités à participer à cette foire de recrutement afin de ne pas réduire ses chances d'attirer des médecins dans leur région.

Le problème est encore plus criant aujourd'hui avec la multiplication des coopératives médicales et autres initiatives du même acabit sans oublier notamment les Centres de santé qui «compétitionnent» en déroulant littéralement le tapis rouge pour obtenir quelques heures d'un médecin-dépanneur. Jusqu'où ira cette surenchère? Combien les citoyens ruraux auront-ils à débours pour avoir des services de médecine générale équivalents à ceux des milieux urbains? Combien de ressources autrement destinées à combler les besoins de base des personnes ou à d'autres mandats des communautés et organisations locales seront détournées? Est-ce que les régions seront obligées d'utiliser les fonds du pacte rural en priorité pour obtenir des services médicaux au détriment des nombreuses actions qui sont à poser afin de dynamiser le milieu rural?

Avenir incertain des GMF

L'incertitude quant au renouvellement de l'accréditation de nos Groupes de médecine familiale (GMF) en milieu rural est un autre facteur venant encore assombrir le portrait d'ensemble, démolir les effectifs en place, nuire au recrutement de jeunes médecins et mettre même fortement à risque la survie de ces cliniques médicales. Il apparaît essentiel que Québec assouplisse et adapte au contexte des territoires ruraux les normes quant aux GMF, mais aussi au regard des AMP (activités médicales particulières), que ce soit par l'intermédiaire de la modulation des politiques et programmes prévus dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 du gouvernement du Québec ou autrement.

Ainsi, si une partie des obligations associées à la pratique en GMF était reconnue comme AMP, surtout dans un milieu rural dévitalisé et vieillissant comme le nôtre, alors le recrutement de jeunes médecins par nos GMF serait facilité. Les municipalités n'ont d'autres choix que de pousser à la roue devant la pression des citoyens, des médecins qui espèrent que leur clinique pourra survivre ou un Centre de santé appelant à l'aide. Ainsi, non seulement le citoyen rural paie-t-il des impôts comme le citoyen de milieu urbain, mais il doit maintenant cotiser sur une base volontaire pour des cliniques dont la desserte en médecins est hypothétique et payer aussi triplement la note par l'intermédiaire des taxes municipales.

Rôle de la société

Alors qu'auparavant l'État assumait les frais de gestion associés aux cliniques médicales, comment expliquer que les citoyens doivent maintenant débours de

plus en plus à ce chapitre pour obtenir un service équivalent? Pour plusieurs raisons, le pouvoir médical n'est pas le moindre dans notre société. Devant les attentes des citoyens, les élus locaux sont contraints de faire des pieds et des mains pour obtenir un service dit public dont la desserte provinciale devrait être équitable.

Nous pensons qu'il est grand temps que cette tendance soit renversée. Les élus locaux ne sont pas en position pour agir efficacement dans ce dossier, d'une part, parce que la responsabilité des services médicaux échoit au gouvernement provincial, mais aussi parce que les élus ne peuvent pas mettre en péril la santé de leurs citoyens en dénonçant localement cet état de fait, ce qui pourrait évidemment nuire au recrutement des médecins dans leur région.

En définitive, il faut se poser la question suivante: quel rôle la société attend-elle du monde municipal dans le secteur de la santé? Si la tendance actuelle se confirme et s'accroît, les municipalités devront-elles choisir entre l'entretien des infrastructures, l'offre de loisirs et autres éléments qui relèvent de son mandat, ou devra-t-elle s'en détourner pour affecter de plus en plus de ressources à l'accès aux soins de santé? Si vous êtes un élu et que vous souhaitez offrir ou maintenir des services comme une patinoire extérieure pour les familles ou des aires de loisirs et socialisation pour les aînés, que pouvez-vous faire si on vous demande plutôt d'investir pour que des médecins travaillent dans votre municipalité? La santé est si importante aux yeux des citoyens que si les municipalités devaient s'investir en santé, cela serait forcément au détriment des nombreux autres mandats qu'elles poursuivent, ces mandats étant par ailleurs définis par le gouvernement, notamment celui du développement local.

Affaiblir le milieu rural

De plus en plus, les municipalités, MRC, CLD, caisses Desjardins, entreprises privées, chambres de commerce, comités de développement local, corporations de développement économique et autres organismes du milieu sont sollicités pour investir en santé, souvent dans plusieurs projets différents sur un même territoire de MRC. Cette situation résulte pour une bonne part de la compétition et la surenchère à laquelle les régions du Québec se livrent actuellement dans leur tentative d'attirer des médecins chez eux.

En épuisant ses ressources financières et surtaxant son capital humain, cette situation affaiblit les milieux ruraux et entrave leur développement. Le citoyen des régions rurales et périphériques, en bout d'exercice, est toujours sollicité pour une participation financière supplémentaire, souvent sans résultat réel et toujours disproportionné par rapport aux services reçus. Cela va tout à fait à l'encontre du développement harmo-

nieux et de l'objectif d'occupation de l'immense territoire québécois. Les médecins y retirent une amélioration de leurs conditions, les grands centres urbains échappent pratiquement à cette problématique tandis que la ruralité en encaisse inéluctablement, année après année, l'essentiel des désavantages.

Une position claire

Nous souhaitons donc que vous preniez position dans ce débat brûlant d'actualité. Il faut que collectivement, à la grandeur du Québec, nous trouvions des solutions à cet épineux problème. Il en va du respect du principe d'universalité des soins de santé. Il en va aussi du respect des milieux ruraux et des personnes qui y vivent. Le gouvernement du Québec a mis en place la Politique nationale de la ruralité ainsi que les Pactes ruraux que nous saluons puisqu'ils donnent ainsi véritablement un coup de main aux communautés des régions rurales pour offrir des conditions de vie intéressantes aux citoyens et mieux prendre en charge leur développement.

Mais au sens véritable, un pacte rural, lequel est déjà un projet de société auquel adhère fortement tout le monde rural québécois, plus qu'une politique serait un cadre étatique assurant une entière équité entre les citoyens ruraux et urbains. Or, cette équité fait actuellement cruellement défaut sous plusieurs aspects en santé, particulièrement quand il s'agit de l'accès à des médecins généralistes et aux soins de santé et services sociaux.

Nous croyons que la coupe est pleine, le milieu a eu sa dose d'insécurité et d'iniquité. Il est nécessaire d'interpeller et amener à travailler ensemble tous les décideurs concernés de manière à véritablement cibler, initier et soutenir adéquatement toutes les mesures et initiatives requises pour régler le problème exposé dans cette lettre. Nous souhaitons que tous les partis politiques prennent position dans ce débat afin de trouver des moyens de sortir de la crise.

Ont signé cette lettre: Raymond Bilodeau (Saint-Wenceslas), Pierre Gaudet (Aston-Jonction), Claude Biron (Baie-du-Febvre), Julien Boudreault (Grand-Saint-Esprit), Sylvain Laplante (La Visitation-de-Yamaska), Alain Drouin (Ville de Nicolet), André Descôteaux (Pierreville), Maurice Morin (Saint-Célestin Paroisse), Raymond Noël (Saint-Célestin), Gérard Côté (Saint-Elphège), Jacques Tassé (Sainte-Eulalie), Georgette Critchley (Saint-François-du-Lac), Laval Simard (Saint-Léonard-d'Aston), Denis Jutras (Sainte-Monique), Line Thérault (Sainte-Perpétue), Raymond Lemaire (Saint-Zéphirin-de-Courval).

Abstention aux élections: cynisme ou dissidence?



ARCHIVES REUTERS

XAVIER BROUILLETTE

Professeur de philosophie au Cégep du Vieux-Montréal

La dernière élection fédérale, qui s'est déroulée dans un cynisme affiché de la part de tous les partis, semble avoir eu une issue non moins cynique, par le refus de plus de 40 % de la population de se rendre aux urnes. Le problème que soulève ce manque de participation est important.

Du point de vue statistique, les chiffres sont catastrophiques: les conservateurs ont obtenu 38 % des voix comptabilisées. Si l'on calcule ce taux en tenant compte des abstentions, on comprend alors que les conservateurs n'ont eu que 22 % des appuis. À rebours, cela suppose que plus des trois quarts de la population affirme son désaccord avec le parti élu. Voilà donc un gouvernement très minoritaire.

Si l'on peut admettre que ceux qui ont voté pour les autres partis se positionnent contre les politiques conservatrices, il est plus difficile d'expliquer contre quoi, ou pour quoi, tant de Canadiens se sont abstenus d'aller voter. On peut tenter deux explications: par cynisme ou par critique.

Jean-Jacques Streliski a laissé entendre cette semaine dans les pages du *Devoir* que l'abstention relève en fait d'une «désaffection réelle et profonde» de la population, résultat d'un «écœurement envers les agissements des hommes et des femmes politiques». Cette interprétation est intéressante, mais révélatrice du cynisme ambiant: une sorte de fatalisme économique-politique fait

consensus, nos politiciens peuvent battre des bras tant qu'ils veulent, ce ne sont pas eux qui pourront changer les choses. Et puisqu'ils jouent tous et toutes le même jeu, l'un vaut aussi bien que l'autre. Ainsi, à quoi bon aller voter, puisque tout est déjà joué. Ce cynisme marque la perte de confiance envers les élus et les institutions qu'ils gouvernent.

Geste démocratique

Cette explication demeure pourtant limitée. En effet, l'abstention peut être perçue comme une objection vive à ce que l'on nomme, à tort ou à travers, la vie démocratique. Refuser d'aller voter, c'est refuser les institutions en place, refuser le mode électoral, refuser en bloc les candidats; refuser d'aller voter peut être perçu comme un véritable geste démocratique face à un pouvoir de plus en plus oligarchique.

Il semble difficile, en effet, d'affirmer que le Parlement élu la semaine dernière représente la volonté populaire. Le refus d'obéir à un ordre en place doit être, en soi, perçu comme un geste politique important. Toutefois, il faut noter la limite de cet acte: ce refus n'est pas comptabilisé comme parole positive — seuls les votes remplissent cette fonction —, mais comme pure statistique à l'usage des analystes et des experts de la chose publique. Nous n'avons vu, en effet, aucun journal inclure dans son tableau des résultats le pourcentage d'abstention. Ainsi, la dissidence de presque la moitié des Canadiens pourrait laisser poindre une révolution, mais une révolution beaucoup trop tranquille.

Abstention illégale

Toutefois, peu importe la façon dont nous percevons la situation, il demeure qu'il y a un problème qui appelle différentes solutions. L'une d'elles a été proposée par l'ex-directeur général d'Élections Canada, Jean-Pierre Kingsley. Ce dernier suggère de rendre le vote obligatoire, comme cela se voit notamment en Grèce et en Belgique. Mais il faut prendre conscience des limites d'une telle loi.

Certes, rendre illégale l'abstention gonfle les taux de participation, mais comment un individu cynique face à la chose publique ne le deviendrait-il pas plus en étant forcé d'y participer? Plus grave, la critique des institutions en place par l'abstention deviendrait illégale; la dissidence ne pourrait alors s'envisager que sur le mode de la désobéissance civile. Le refus se ferait peut-être sur le mode positif, mais ne pourra avoir comme conséquence que de renforcer le consensus entourant nos institutions.

Bref, de toutes les façons dont on envisage la question, un constat s'impose: nos politiques n'ont plus la légitimité dont ils se réclament. De ce point de vue, il est certain que «démocratie» n'est plus qu'un mot au service d'une oligarchie voulue ou non par les abstentions. Il faudrait alors que les gestes de dissensions, telle l'abstention, soient pris en compte comme critique de cette oligarchie, brisant le consensus où, comme le disait Jacques Rancière, «il n'y a rien à discuter», pour que ce mot se transforme véritablement en acte.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine: Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandré Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Roux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papiérou (pupitre), **Information politique:** Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dumas (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter), **Information culturelle:** Michel Belair (théâtre et culture), Guillaume Bourgnon-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (chiers), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), **Information économique:** Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Reny (pupitre), **Information internationale:** Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), Michel Garneau (caricaturiste), Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices), Benoît Munger (responsable du site Internet), Emilie Folie-Boivin et Vincent Cauchy (commis Internet), Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), David Dumouchel et Étienne Plamondon-Émond (commis à la rédaction), **DOCUMENTATION:** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéziel (Québec), Monique Bherer (Ottawa), **PUBLICITÉ:** Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Besette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Manon Boilard, Marlène Côté, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Pierrat, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebail, Mélanie Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires), **PRODUCTION:** Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Lemaitre, **INFORMATIQUE:** Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRACE:** Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion), **ADMINISTRATION:** Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

RUPTURE

SUITE DE LA PAGE 1

jour de la reprise des travaux parlementaires, est rendue nécessaire par la démission de Michel Bissonnet, qui était président depuis 2003 mais qui est retourné sur la scène municipale. Sans un président, l'Assemblée «ne peut expédier aucune affaire avant», dit la loi sur l'Assemblée nationale.

Coup de théâtre

En matinée hier, le député adéquiste des Chutes-de-la-Chaudière, Marc Picard, qui était candidat à la présidence depuis des mois (il est actuellement 3^e vice-président de l'Assemblée nationale), a convoqué les médias pour annoncer qu'il retirait sa candidature et qu'il proposait aux députés d'appuyer le péquiste François Gendron, lequel n'était pourtant pas en lice.

Sans cette manœuvre in extremis de la part des oppositions, c'est le candidat libéral Yvon Vallières, dont la candidature avait été appuyée par le caucus libéral début août, qui l'aurait emporté, chaque groupe parlementaire s'appretant à voter pour le candidat issu de ses rangs. Depuis le 6 octobre 2008, jour de la démission de M. Bissonnet (député de Jeanne-Mance, circonscription vacante actuellement), le PLQ a 47 sièges, l'ADQ 41 et le PQ 36. Le candidat qui deviendra président devra obtenir la majorité, donc 63 voix.

Au sens de M. Picard, M. Gendron, qui a été vice-président de l'Assemblée de 2003 à 2007, est une «personne impartiale [...] qui va avoir le doigt aussi de présider les travaux de ce gouvernement de cohabitation». M. Picard estimait que l'élection de M. Vallières aurait été un «échec» parce qu'il ne faisait pas consensus.

L'ADQ a toujours refusé qu'Yvon Vallières devienne président de l'Assemblée, Mario Dumont estimant que le député de Richmond était un «goon». «Les libéraux soumettent la candidature d'un parlementaire d'expérience, mais ils l'avaient quand même désigné au cours de la dernière année pour lancer les attaques les plus personnelles et les plus poussées contre l'ADQ», avait souligné M. Dumont cet été.

Dans les rangs péquistes, le député des Îles-de-la-Madeleine, Maxime Arseneault, avait posé sa candidature dans le courant de l'été, mais l'a retirée hier matin au profit de son collègue Gendron. Ce dernier, doyen de l'Assemblée (il a été élu sans interruption dans Abitibi-Ouest depuis 1976), s'est porté candidat quelques minutes avant l'heure limite pour la poser.

PQ surpris

Les tractations entre le PQ et l'ADQ ont débouché vendredi, a raconté Marc Picard. Ce dernier affirme avoir rencontré M. Gendron à ce moment.

La chef péquiste, Pauline Marois, a semblé dans un premier temps très surprise de la nouvelle, hier, se refusant à tout commentaire. Le service de presse des élus du PQ tomba aussi des nues, en matinée, après le point de presse de Marc Picard. «Je viens de l'apprendre comme vous autres!», a répondu l'un d'entre eux.

«On apprend, par les médias, que les oppositions ont manœuvré en secret, en nous excluant», pesta pour sa part Jean-Marc Fournier. Bien qu'en colère, ce dernier a précisé qu'il ne croyait pas «qu'il doive y avoir une élection [générale] sur la présidence» et a écarté le scénario d'un déclenchement sur cette question. Toutefois, il a souligné qu'hier, «il y a eu un geste fort qui a été posé par les deux oppositions pour être en rupture par rapport à la cohabitation et miner la confiance...».

M. Fournier a rappelé que les trois chefs se sont rencontrés, «il y a à peine 10 jours», rencontre au cours de laquelle le sujet a été abordé. «Les candidats ont fait le tour des caucus et, comble d'ironie, le candidat Picard a envoyé une lettre vendredi dernier à tous les députés pour sa candidature à lui.» Dans cette lettre datée du 17 octobre (et distribuée par M. Fournier hier), M. Picard disait vouloir «rétablir le lien de confiance» entre les citoyens et la démocratie, lien miné par l'image d'un Parlement «théâtre de chicanes» ou les députés sont «bâillonnés par leur propre parti». Il disait souhaiter l'adoption de la réforme «sur laquelle nous travaillons depuis 2003», réforme qui permettrait notamment des «votes libres». Mais au moment même où il expédiait cette lettre, soutenait Jean-Marc Fournier hier, «l'ADQ et le PQ négociaient en cachette». M. Fournier, qui a dit souhaiter que M. Vallières maintienne sa candidature, a réservé ses critiques à l'égard du nouveau candidat péquiste: «Pour ce qui est de la personne qui forme la présidence, on pourra en reparler. Mais, aujourd'hui, ce n'est pas ça, le sujet. Le sujet, c'est la mascarade, la manœuvre dans le dos du gouvernement.» Il a dit que la réforme parlementaire, qui avançait bien, pourrait être bloquée en raison du bris de confiance.

La faute de Fournier?

«Il réagit assez durement... il n'est pas habitué de perdre», a-t-on commenté dans l'entourage d'un leader d'opposition, au sujet de M. Fournier. On chuchotait aussi que «si Jean-Marc [Fournier] avait traité Michel Bissonnet convenablement, on ne serait pas pris aujourd'hui avec cette crise». Un diagnostic que plusieurs sources à l'Assemblée, dont des libérales, confirment: M. Bissonnet, député de Jeanne-Mance depuis 1981, est parti «entre autres» parce que «c'était très difficile» avec le leader Fournier et avec le premier ministre Charest. Ceux-ci l'investissaient régulièrement en chambre. «Au sein d'une même famille, il y a des gens avec qui on ne s'entend pas», a commenté une source libérale.

Le Devoir

Rectificatif

L'article intitulé «Le président français a été mal compris, croit François Fillon», publié en page A 4, hier, aurait dû porter la signature d'Antoine Robitaille, du Devoir. Cette signature coiffait par erreur un article de La Presse canadienne, publié en page A 5, portant sur Stephen Harper et les marchés financiers.

DION

SUITE DE LA PAGE 1

Selon M. Dion, le problème central du PLC est péuniaire: il n'a pas su prendre le virage du financement populaire comme l'ont réussi le Parti conservateur ou même le NPD. Sans argent, le PLC n'a donc pas pu répliquer aux salves publicitaires répétées des conservateurs qui l'ont dépeint pendant deux ans comme un chef faible et sans carrure. «La principale raison pour laquelle je reste chef, c'est pour m'assurer que le Parti conservateur ne fera pas la même chose au prochain chef», a expliqué M. Dion.

Martin Cauchon dans la course

La liste des prétendants potentiels au trône libéral s'allonge de jour en jour. Selon les informations du Devoir, Martin Cauchon songe «très sérieusement» à se lancer. «Il se dit que s'il n'y va pas maintenant, l'occasion ne se représentera peut-être pas avant huit ou neuf ans», explique une source très proche de M. Cauchon et qui souhaite ardemment son retour en politique active. «Barack Obama va devenir président des États-Unis à 47 ans et, nous, on élargit quelque peu en fin de carrière? Il y a un vent de changement, pour couper avec les vieux politiciens, et les gens sont tannés des Michael Ignatieff et des Bob Rae.»

En entrevue, M. Cauchon a refusé de se prononcer sur ses intentions, indiquant que c'était «la journée de Stéphane». M. Cauchon estime toutefois que le Parti libéral devra revoir les règles de fonctionnement de la course: le plafond de dépense doit à son avis être réduit à un million de dollars (afin de ne pas grever davantage les finances du PLC) et chaque membre du parti devrait avoir le droit de vote. Finis, donc, les congrès à l'investiture à l'ancienne avec délégués à la clé. Selon notre source, ces deux changements constituent autant de conditions à la candidature officielle de M. Cauchon. M. Cauchon s'est illustré comme ministre de la Jus-

lice, militant pour la décriminalisation de la marijuana (avortée à cause de l'élection) et obtenant la légalisation des mariages entre personnes de même sexe. Cet activisme pourrait-il lui nuire auprès d'un électeur plus rural? Ses proches rappellent que M. Cauchon a été élevé à La Malbaie et a travaillé avec son père menuisier. «Il se sent aussi à l'aise dans un cocktail que les manches de chemise retroussées pour traire une vache.»

Une source libérale proche d'un adversaire éventuel, et qui désire rester anonyme pour des raisons évidentes, critique cette possible candidature compte tenu du fait que M. Cauchon a refusé il y a à peine deux mois de se mesurer à Thomas Mulcair dans l'ancienne forteresse libérale d'Outremont. «Dans les moments difficiles, il faut être là.»

D'autres joueurs sont sur la liste (voir texte en page A 3). Denis Coderre, le député de Bourassa, tâte le terrain pour voir s'il a suffisamment d'appuis. Même chose du côté du député de Beauséjour, au Nouveau-Brunswick, Dominic LeBlanc. Les titans de la dernière course, Michael Ignatieff et Bob Rae, sont encore une fois pressentis. Les deux hommes ont refusé de se prononcer hier, jugeant le moment prématuré. Franck McKenna n'a pas rappelé Le Devoir hier. Justin Trudeau a déjà annoncé qu'il ne serait pas de la course.

L'exécutif national du Parti libéral doit tenir une réunion le 8 novembre prochain pour déterminer la forme que prendra cette autre course au leadership. Le congrès du parti était prévu pour la première fin de semaine de mai à Vancouver, mais les plans sont désormais en suspens, confirme un porte-parole du PLC.

Mea-culpa mitigé

Si Stéphane Dion accepte de se retirer, il n'a pas entièrement voulu prendre sur ses épaules le fardeau de l'échec électoral. At-il livré une performance à la hauteur? «On m'a dit que j'en ai eu une très bonne», a-t-il répondu.

Il reconnaît que le Tournant vert, prévoyant une refonte fiscale pour taxer la pollution, «était une erreur», non pas à cause de son contenu, mais plutôt parce

que le parti «n'avait pas ce qu'il fallait pour l'expliquer». «Je crois encore que si nous avions été mieux équipés pour expliquer ce que je proposais, quel genre de leader je suis, quel genre de premier ministre je serais et quelles genres de politiques je proposerais pour le pays, nous aurions gagné», a affirmé M. Dion.

M. Dion a toutefois reconnu qu'il était aussi responsable de cela. «Ma part de responsabilité tient aussi au fait que je n'ai pas réussi à relever les finances du parti.»

La décision de M. Dion de rester en poste jusqu'à son remplacement ne fait pas l'unanimité. Selon diverses sources contactées hier, certains conseillers invitaient M. Dion à quitter immédiatement ses fonctions et à laisser un chef intérimaire tenir le fort jusqu'en mai. Selon une source libérale, Stéphane Dion a jonglé jusqu'à la fin avec cette possibilité. «La décision a changé plusieurs fois, et encore avant la conférence de presse», explique cette source au Devoir.

Ainsi, le président de l'aile québécoise du PLC, Robert Fragasso, et le député de Hull-Aylmer, Marcel Proulx, craignent que M. Dion ne fasse l'objet de railleries quotidiennes à la Chambre des communes. «J'ai l'impression que, pour lui, ça ne sera pas facile, a dit M. Proulx. Je n'ai pas l'impression que le gouvernement et les autres partis d'opposition vont lui faire de cadeaux. Ils vont certainement s'amuser à lui rappeler les occasions manquées et ce qu'ils perçoivent comme des mauvais coups de sa part.»

Pour Denis Coderre, il s'agit de brouilleries auxquelles les libéraux ne devraient pas porter attention. Il rappelle que la Chambre des communes siègera en tout environ trois mois d'ici au congrès. «On ne va pas faire une chicane de corridor pour trois mois. Allo?!» M. Coderre souligne en outre que M. Dion sera le second chef du Parti libéral à ne pas avoir été aussi premier ministre du Canada. Le seul autre était Edward Blake, parti en... 1887. «Ça prend une bonne dose d'humilité pour décider de tirer quand même sa révère. Lâchez-le, il s'en va.»

Le Devoir
Avec La Presse canadienne

CONFIANCE

«Ce n'est pas seulement une crise de Wall Street, c'est aussi une crise de toute la rue»

SUITE DE LA PAGE 1

«Le marché du crédit commence à se porter mieux, peut-on voir. C'est ce marché qui nous a placés dans cette situation difficile au départ», a noté Vincent Delisle, de Scotia Capitaux. C'est la saison des résultats financiers. Les données économiques américaines seront encore très, très inquiétantes.»

Dans le seul secteur de l'énergie, les gains se sont élevés à plus de 14 %, les investisseurs s'attendant à ce que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) annonce une réduction de sa production pétrolière afin de lutter contre la baisse des prix. Le prix du baril de pétrole brut a grimpé de 2,40 \$US pour atteindre 74,25 \$US à la Bourse des matières premières de New York.

À New York, les indices ont aussi repris de la vigueur. La moyenne Dow Jones des 30 valeurs industrielles a gagné 413,21 points, soit 4,7 %, à 9265,43 après que le président de la Réserve fédérale américaine, Ben Bernanke, eut appuyé l'idée d'un nouveau stimulant financier. L'indice élargi Standard & Poor's 500 a avancé de 4,8 % (44,85 points), à 985,40 points. «Le marché a aimé ce qu'avait à dire M. Bernanke. Il a laissé la porte ouverte à d'autres réductions des taux d'intérêt ou à l'adoption de nouveaux stimulants financiers», a déclaré Ryan Larson, de Voyager Asset Management, à New York.

En début de séance, le chef de la direction du Groupe TMX, Thomas Kloet, a fait état de signes d'amélioration du marché du crédit, en dépit de la très grande instabilité des marchés financiers. M. Kloet s'est dit encouragé par la récente évolution de certains indicateurs de taux d'intérêt internationaux clés. Il y a notamment eu des baisses de l'écart entre les bons du Trésor et les dépôts à terme en euros, dollars, ou contrats d'opération à terme sur les bons du Trésor et les euros, de même que du taux interbancaire offert à Londres, ou taux Libor. La différence entre le taux payé par les banques pour emprunter de l'argent pendant trois mois à une concurrence et le taux des emprunts d'État américains à la même échéance s'est réduite de 65 points de base, à 2,96 %, s'éloignant de son niveau record de 4,34 % atteint le 10 octobre.

Ce marché des prêts interbancaires connaissait pour le septième jour consécutif une forte détente de ses taux. Un écart très fort entre ces deux taux traduit une absence de liquidité sur le marché interbancaire. En dépit de la détente d'hier, les taux interbancaires restent

encore à des niveaux historiquement élevés.

«Je suis encouragé par le fait qu'on commence à voir que le marché du crédit se porte un peu mieux. Quand on voit l'écart entre les bons du Trésor et les dépôts à terme en euros, dollars baisser un peu et le taux Libor aller dans le même sens, je pense que c'est un bon signe», a déclaré M. Kloet, qui prenait la parole dans le cadre d'une conférence de l'Association des marchés financiers, à Montréal. Le Groupe TMX compte parmi ses filiales les principaux marchés boursiers au pays, y compris la Bourse de Toronto, la Bourse de croissance TSX et la Bourse de Montréal.

À New York, Wall Street a également été stimulée par le dégel du marché du crédit et l'éventualité d'un second plan de relance aux États-Unis. Au gain de 4,7 % du Dow Jones s'est ajouté celui de 3,4 % du Nasdaq. «Le Dow Jones et le Nasdaq ont conservé des gains robustes sur des signes de détente dans la contraction du crédit et des espoirs que les consommateurs américains pourraient bénéficier d'un autre plan de relance économique», a souligné Al Goldman, de Wachovia Securities.

En Europe, les Bourses ont clôturé en forte hausse: Londres a gagné 5,4 %, Paris 3,6 %, Francfort 1,1 %, Milan 2,5 % et Madrid 3 %. Les places asiatiques avaient montré la voie: Tokyo a terminé en hausse de 3,6 %, Hong Kong de 5,3 % et Shanghai de 2,3 %. Les marchés ont visiblement apprécié l'accord entre Européens et Américains sur une série de sommets internationaux afin de réformer le système financier, dont le premier pourrait avoir lieu en novembre à New York, juste après l'élection présidentielle américaine.

Mesures de relance

Sur le front économique, les grands pays industrialisés s'acheminent hier vers des mesures de relance économique afin de combattre le spectre de la récession et du chômage, redonnant des couleurs à des marchés boursiers en franche hausse.

Le président de la Réserve fédérale américaine, Ben Bernanke, s'est déclaré favorable à un deuxième plan de relance, après celui du printemps. Une idée à laquelle la Maison-Blanche a assuré être ouverte. Quelques minutes après M. Bernanke, le secrétaire au Trésor, Henry Paulson, a précisé des modalités du plan de refinancement des banques, indiquant qu'il y aurait assez d'argent pour toutes les institutions jugées admissibles par son administration.

En France, le premier ministre français, François Fillon, a annoncé des mesures de stimulation, avec un

plan de soutien de cinq milliards d'euros pour les collectivités locales et une augmentation de 3 à 4 % des crédits accordés par les banques.

Des mesures de relance sont en préparation partout dans le monde pour éviter une contagion de la crise financière à l'économie «réelle». En effet, le nombre de chômeurs dans le monde «pourrait passer de 190 millions en 2007 à 210 millions fin 2009», a estimé le directeur général du Bureau international du travail (BIT), Juan Somavia. Selon le BIT, le nombre de «travailleurs pauvres» qui vivent avec moins d'un dollar par jour pourrait croître de 40 millions tandis que celui des personnes gagnant moins de deux dollars pourrait augmenter de 100 millions entre 2007 et 2009. «Ce n'est pas seulement une crise de Wall Street, c'est aussi une crise de toute la rue», appellent à «une action rapide et coordonnée des gouvernements» pour prévenir une crise sociale qui «pourrait s'avérer sévère, longue et globale» a résumé M. Somavia.

Pour l'heure, l'Union européenne exclut un grand plan coordonné de relance économique, à l'instar du sauvetage du secteur bancaire. Le gouvernement allemand envisage cependant «des mesures ponctuelles ciblées» d'aide à la conjoncture, alors que l'Allemagne frôle la récession. La Grande-Bretagne va augmenter ses dépenses publiques pour tirer l'économie hors de la récession qui la menace, selon le ministre des Finances britannique, Alistair Darling.

Au Japon, le gouverneur de la Banque centrale a affirmé que l'économie continuerait à stagner, après le pire recul depuis sept ans au deuxième trimestre (-0,7 %). Pour de nombreux analystes, la deuxième économie mondiale est déjà entrée en récession.

Les pays émergents qui se croyaient blindés contre la crise financière accusent à leur tour le coup, après des années de boom économique. La croissance de la Chine est ainsi passée pour la première fois depuis 2005 sous la barre des 10 % sur les trois premiers trimestres de 2008. En Inde, la croissance va ralentir sous l'effet de la crise mondiale, a reconnu le chef du gouvernement Manmohan Singh. Pour 2008-2009, elle n'atteindrait que 7 % à 7,5 %, contre 9 % en 2007-2008.

Seul le premier ministre russe, Vladimir Poutine, a estimé que l'économie russe «était assez bien préparée contre les chocs extérieurs de longue durée».

Le Devoir
Avec l'Agence France-Presse
et La Presse canadienne400^E

«Ce sont toujours des missions impossibles», lance Daniel Gauthier à propos de ces «grosses organisations aux mandats éphémères»

SUITE DE LA PAGE 1

à cette question et qu'il compte en discuter avec le président du conseil d'administration, Jean Leclerc.

Par ailleurs, Le Devoir a pu obtenir certaines explications d'un des membres de ce même conseil, l'homme d'affaires Daniel Gauthier. D'après lui, si le 400^e a éprouvé de graves problèmes jusqu'à l'arrivée de Daniel Gélinas, c'est que l'ancienne équipe de direction n'avait pas d'expérience en production d'événements.

«Moi, dès le départ, j'avais préconisé qu'on aille au maximum en sous-traitance, qu'on travaille avec les gens qui sont déjà dans l'industrie; le 400^e avait décidé de réaliser à l'interne beaucoup de productions, et je pense que c'est ce qui a été difficile. Tu ne peux pas bâtir ce genre d'expérience en si peu de temps», a déclaré le président du Groupe Le Massif et ex-p.d.g. du Cirque du Soleil.

«Tu fais affaire avec les boîtes qui font ça à l'année. Tu fais affaire avec le Cirque du Soleil, avec Ex Machina, avec le Festival d'été. [...] Les meilleurs, ils travaillent tous, ils sont déjà dans des boîtes.» Témoin de la difficulté de l'organisation à recruter du personnel compétent, l'administrateur dit avoir vite compris «qu'ils n'arriveraient pas à trouver une équipe suffisamment forte».

Créée en 2000 par les trois ordres de gouvernement, la Société du 400^e, une organisation à but non lucratif, s'est fait confier un budget totalisant 90 millions de dollars. Or, les Fêtes semblaient se diriger tout droit vers un désastre avant le redressement effectué début 2008 par Daniel Gélinas.

M. Gauthier soutient qu'à son arrivée au conseil d'administration en 2005, l'organisation avait déjà décidé de miser sur des productions à l'interne et qu'un changement d'approche semblait alors impossible.

«L'idée n'était pas mauvaise sauf que monter une équipe de production du calibre que ça prenait, ce n'est pas évident.» Une situation compliquée, dit-il, par le «jeu de tous les intervenants, le politique, la Ville, les gouvernements.»

Entre 2001 et 2008, quatre hommes se sont succédé à la tête du 400^e: Roland Arpin (2001-2004), Raymond Garneau (2004-2005), Pierre Boulanger (2005-2008) et Daniel Gélinas (2008).

Rappelons en outre qu'à son arrivée, M. Gélinas a remplacé presque tous les membres de la direction de l'organisme. De plus, l'organisme a changé quatre fois de responsable des communications en moins d'un an.

Toutefois, Daniel Gauthier insiste pour ne blâmer

personne en particulier. À son avis, le prédécesseur de Daniel Gélinas, Pierre Boulanger, a fait ce qu'il pouvait dans les circonstances. «Pierre Boulanger a fait un excellent travail à la limite de ses connaissances et de ses compétences dans le show-business. À un moment donné, le show-business l'a rattrapé.»

Quant à Danny Pelchat, malgré son expérience notamment au Cirque du Soleil, il manquait à son avis d'enracinement local et de contacts. «Danny, ça faisait trop longtemps qu'il était en Europe. Manque de ressources, manque de contacts. Daniel [Gélinas], lui, il savait à qui parler à Québec.»

Dressant des parallèles avec les fêtes de Québec 84 et le 350^e anniversaire de la fondation de Montréal, Daniel Gauthier estime que ce genre d'organisation est en quelque sorte destiné à éprouver des difficultés.

«Ce sont toujours des missions impossibles», lance-t-il à propos de ces «grosses organisations aux mandats éphémères». Dès lors, M. Gauthier croit que le 400^e s'en est plus que bien sorti. «Les gens disent que ça a été dur: c'est normal. [Dans] ce genre d'organisation d'événements, c'est normal qu'il y ait des dommages collatéraux.»

Le Devoir

LE DEVOIR^{MD}
www.ledevoir.com
Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction
Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité
Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres
Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement
Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements
Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel
Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390